

Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "Rivalité Iran-Israël. Analyse de la politique étrangère de la République islamique envers Tel Aviv : Cas de la question palestinienne"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Fagot, Alexandre

Promoteur(s) : Bayramzadeh, Kamal

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Année académique : 2022-2023

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/17198>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



LIÈGE université
**Droit, Science Politique
& Criminologie**

Rivalité Iran-Israël
Analyse de la politique étrangère de la République islamique
envers Tel Aviv :
Cas de la question palestinienne

Travail de fin d'études présenté par Alexandre FAGOT en vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en relations internationales

Promoteur : Kamal BAYRAMZADEH

Lecteurs : Alain GRIGNARD et Liridon LIKA

Année Académique : 2022-2023

Table des matières

Liste des abréviations	3
Introduction.....	4
Méthodologie	9
1. Cadre théorique	10
1.1. Réalisme	11
1.1.1. La puissance et sa typologie	12
1.1.2. La sécurité.....	13
1.1.3. L'hégémonie	14
1.2. Constructivisme.....	16
2. Historique des relations entre les deux États	17
2.1. Relations antérieures à 1979 : entre doctrine « de la périphérie » et stratégie des « <i>Twin pillars</i> ».....	17
2.2. Le point de bascule : la Révolution islamique de 1979.....	20
2.3. Une rivalité grandissante	22
2.3.1. La fin définitive de la doctrine de la « périphérie »	22
2.3.2. Le facteur nucléaire	23
2.3.3. Évolution des rapports avec le Hezbollah.....	24
2.4. Le nationalisme religieux grandissant et la création de l'ennemi.....	26
3. Politique étrangère iranienne envers Israël : création d'un « ennemi commun »...28	
3.1. Entre nationalisme iranien et idéologie révolutionnaire.....	29
3.2. Enjeux géostratégiques dans la région du Moyen-Orient.....	32
3.3. L'omniprésence de la question nucléaire et de l'ombre américaine.....	35
4. Conséquences de la politique iranienne sur le comportement d'Israël sur la scène internationale : isolement de « l'ennemi existentiel ».....39	
4.1. L'obsession du nucléaire iranien	40
4.2. Hezbollah.....	43
4.3. Support américain et alliances nouvelles avec le monde arabe	44
5. La question palestinienne dans la politique étrangère iranienne	48
5.1. Bref historique des relations irano-palestiniennes depuis 1979.....	48
5.2. Les principes de la présence iranienne en Palestine	50
5.3. Rôle du Hezbollah	53
5.4. Que peut-on en conclure ?.....	54
6. Conclusion	56
7. Bibliographie TFE	59

Liste des abréviations

- ◆ AIEA : Agence Internationale de l'Énergie Atomique
- ◆ AIPAC : American Israel Public Affairs Committee
- ◆ CCG : Conseil de Coopération du Golfe
- ◆ ÉAU : Émirats arabes unis
- ◆ EDAN : États dotés de l'arme nucléaire
- ◆ EI : État islamique
- ◆ ENDAN : États non dotés de l'arme nucléaire
- ◆ GRI : Gardiens de la Révolution Islamique
- ◆ JCPA : Jewish Council for Public Affairs
- ◆ JCPOA : Joint Comprehensive Plan of Action
- ◆ JIP : Jihad islamique palestinien
- ◆ NIOC : National Iranian Oil Company
- ◆ OLP : Organisation de la Libération de la Palestine
- ◆ ONU : Organisation des Nations Unies
- ◆ OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- ◆ RI : Révolution islamique
- ◆ SAVAK : Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale (Iran)
- ◆ TNP : Traité de non-prolifération nucléaire
- ◆ UA : Union Africaine
- ◆ UE : Union européenne
- ◆ URSS : Union des républiques socialistes et soviétiques

Introduction

À la fois berceau des grandes religions monothéistes que sont l'islam, le Christianisme et le Judaïsme ainsi que terre de naissance d'importants empires, le Moyen-Orient¹ est une région à la croisée des continents et possède une histoire riche et complexe. Ainsi se sont succédés nombre de civilisations qui ont fait de la région une véritable mosaïque ethnique, culturelle et linguistique. L'établissement de frontières et la création de nouveaux États dans cette région au début du 20^{ème} siècle, suite à la chute de l'Empire ottoman, ont fait émerger certains conflits entre groupes ethniques, culturels ou linguistiques. De nos jours, sa position à la croisée des continents et ses ressources naturelles abondantes, notamment en gaz et en pétrole dans le Golfe Persique², en font une région stratégique aux enjeux géopolitiques nombreux. Néanmoins, ces richesses culturelles et naturelles sont également sources de conflits et d'instabilité entre les différents acteurs locaux. Depuis plus de 40 ans, le Moyen-Orient connaît une véritable période de crise systémique qui a conduit la région à une succession de guerres civiles, de conflits interétatiques et l'apparition d'États faillis comme en Irak, en Syrie ou au Yémen. Cet état de crise permanent fait du Moyen-Orient une région extrêmement instable et un lieu privilégié pour la montée en puissance de nationalismes exacerbés tout comme de l'extrémisme religieux dont l'État islamique en fut l'expression matérialisée.

La création de l'État d'Israël en 1948 fut un véritable tremblement de terre dans la région et avait provoqué une levée de bouclier commune des pays arabes alentours. L'établissement d'un État hébreu au cœur du monde musulman, en terre de Palestine alors sous mandat britannique, aboutit à la première guerre israélo-arabe opposant le tout nouvel État d'Israël et les États alors membres de la Ligue arabe³. Par la suite, plusieurs guerres se succéderont : la Crise du Canal de Suez en 1966, la Guerre des six jours en 1967 et la Guerre du Kippour en 1973. Ces guerres se sont systématiquement tenues entre les États arabes, opposés à l'existence d'un État juif et réclamant un État palestinien, et Israël. De leur côté, les groupes palestiniens sont assez peu organisés et éparpillés dans la région, à l'instar de l'Organisation de Libération de la Palestine

¹ L'appellation « Moyen-Orient » correspond en Occident à la région à cheval entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe et délimitée par la rive orientale de la Mer Méditerranée, les frontières de l'Égypte et de la Turquie pour sa face Ouest et par la Mer d'Arabie et les frontières de l'Iran pour sa face Est. L'appellation de « Grand Moyen-Orient » existe également et peut ainsi englober le Maghreb ainsi qu'une partie des territoires pakistanais et afghans.

² La découverte de ces gisements dans la région dans les années 1930 en a rapidement fait un des espaces géographiques les plus importants dans l'économie mondiale et a permis un développement très rapide des États locaux.

³ Égypte, Transjordanie, Liban, Arabie saoudite, Irak et Yémen du Nord.

(OLP) fondée au Caire en 1964. À cette époque, les États arabes sont alors les principaux soutiens à la cause palestinienne et les plus véhéments à l'égard d'Israël mais un évènement va changer durablement les rapports de force dans la région : la Révolution islamique de 1979 en Iran. La nouvelle République islamique base en effet son idéologie sur l'opposition aux États-Unis d'Amérique et l'existence même d'Israël et deviendra ainsi progressivement le « champion » de la cause palestinienne dans la région. Jusqu'alors allié américain et État stable de la région, l'Iran devient dès lors un vecteur de menace pour les pays arabes du Moyen-Orient qui se détourneront peu à peu de la cause palestinienne. L'influence américaine sur ces derniers et la multiplication des crises et guerres au 21^{ème} siècle tendront même à une forme de normalisation des rapports entre Israël et un certain nombre de ses voisins.

Facteur exogène important de l'évolution des rapports de force dans la région et acteur prépondérant dans la diplomatie mondiale, les États-Unis possèdent une place toute particulière dans ce travail. En effet, il est presque impossible d'écrire aujourd'hui un travail sur le Moyen-Orient sans évoquer, du moins partiellement, l'action de Washington dans la région. De la doctrine des « *Twin pillars* » à la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël en passant par les Guerres d'Irak, les États-Unis jouent un rôle majeur dans toutes les questions géostratégiques relatives au Moyen-Orient. En effet, à l'époque de la Guerre froide qui faisait rage entre les États-Unis et l'Union soviétique (URSS), Washington avait décidé d'implanter son influence dans la région notamment via le soutien à certains régimes comme l'Iran des Pahlavi, l'Arabie saoudite ou Israël pour faire barrage à la menace soviétique. À la fin du monde bipolaire et avec un Iran désormais devenu une république islamique, les États-Unis vont tenter de ranger le reste du Moyen-Orient dans une optique de monde « unipolaire » dont Washington serait le leader naturel. Alors que certains auteurs parleront de fin du monde ou de fin de l'histoire et du triomphe éclatant du libéralisme et de la superpuissance américaine, force est de constater que presque 35 ans après la chute du Mur de Berlin, les conflits sont loin d'avoir cessés et que de nouveaux se sont même créés malgré la surveillance de Washington. Le Moyen-Orient ne fait pas exception avec l'apparition de crises majeures depuis la dissolution de l'URSS avec notamment : la première invasion de l'Irak en 1991, qui faisait suite à la guerre Iran Irak (1980-1988), la Guerre du Saada (2004-2014) puis la Guerre civile yéménite depuis 2014, le conflit israélo-libanais de 2006, la Guerre civile syrienne et la guerre contre DAESH depuis 2011.

Ces différentes crises prouvent que malgré l'absence de rival au niveau international, les États-Unis ne sont jamais parvenus à instaurer la paix ou même un semblant de stabilité au Moyen-Orient et que l'approche de Washington n'est pas sans conséquence et laisse des marques durables. La vision dichotomique du « bien contre le mal » qui caractérise la politique étrangère américaine dans la région a montré ses limites et a, d'une certaine manière, structuré les rivalités et rapports de force entre acteurs régionaux. Cette approche très réaliste de la doctrine américaine a été caractérisée par le concept de « *reshaping the greater Middle East* » de l'administration de George W. Bush qui a conduit à l'invasion militaire de l'Irak et de la guerre qui s'en suivra et aura encore des conséquences vingt ans plus tard. Cette volonté d'imposer la démocratie et l'hégémonie américaine par la force en espérant une sorte « d'effet domino » aura sur le long terme affaibli l'image américaine dans la région et également fragilisé encore plus la région laissant le terrain libre à de nouveaux acteurs, étatiques ou non. Ce sont donc pour toutes ces raisons que les États-Unis constitueront un fil rouge tout au long de ce travail et ne devront pas être oubliés à l'heure de tirer des conclusions.

Dans cet environnement hostile, le cas de la rivalité entre la République islamique d'Iran et Israël sera le sujet principal de ce travail. Ce dernier s'attèlera à répondre à deux questions relatives à cette problématique : « Comment peut-on qualifier la politique étrangère iranienne dans la rivalité existante entre la République islamique d'Iran et Israël ? », d'une part, et « Quelle est dès lors la place de la question palestinienne au sein de celle-ci ? » de l'autre. Ce travail aura pour but de comprendre et d'analyser la rivalité entre deux États autrefois proches et que rien, ou presque, ne destinait à devenir rivaux. Cette rivalité a, en effet, de particulier que ses deux protagonistes principaux n'ont pas de frontières communes, de conflits territoriaux ou même de zones d'intérêt stratégiques communes, à l'inverse de la grande majorité des conflits mondiaux. Souvent considérés comme étant des ennemis de fait irréconciliables, il est néanmoins important de noter que la République islamique avait continué à entretenir des rapports économiques et militaires avec Tel Aviv même après 1979 et qu'il a fallu attendre le milieu des années 1990 pour commencer à avoir les bases d'une réelle rivalité dans un contexte bien précis. Avant de commencer toute analyse détaillée, il sera dès lors important de revenir en profondeur sur l'historique qui existe entre les deux États, particulièrement depuis 1979. Une section historique relativement détaillée semble en effet être pertinente afin de pouvoir identifier les différents tenants et aboutissants ainsi que les événements principaux qui marquent les rapports entre les deux États.

Le cadre théorique de ce travail sera par la suite détaillé plus en profondeur et mêlera à la fois la théorie réaliste et la théorie constructiviste. Des concepts comme ceux du *hard* et du *soft power* ou du « dilemme de sécurité » seront également incorporés. Des notions telles que l'hégémonie ou la sécurité qui sont fondamentales pour tenter d'apporter les clés de compréhensions suffisantes à la problématique visée.

Par la suite, la politique étrangère iranienne sera analysée plus en détail et une attention particulière sera apportée à l'idéologie révolutionnaire iranienne, aux enjeux régionaux et à la question du nucléaire. Dans cette section, nous reviendrons sur la construction idéologique d'Israël en tant qu'ennemi non seulement de la République islamique mais également de l'ensemble de l'*Oumma*, la communauté des croyants (musulmans). Il faudra pour cela revenir sur les grands principes de la construction du pouvoir au sein de la RI, en particulier celui du *velayat-e faqih* ou « tutelle du jurisconsulte ». Celui-ci confère aux savants religieux la primauté sur le pouvoir politique, l'ayatollah étant le Guide Suprême. Néanmoins, la présence d'un sentiment nationaliste à la fois au sein de la population et de la classe politique provoque un paradoxe avec l'idéologie révolutionnaire qui ressurgira notamment au moment de la présidence de Mahmoud Ahmadinejad et aura son incidence sur la construction d'Israël en tant qu'ennemi héréditaire. Ensuite, nous reviendrons sur les enjeux géostratégiques iraniens dans la région et ses tentatives d'exportation de son idéologie au sein du monde arabe et plus particulièrement les liens entretenus avec le Hezbollah qui deviendra le relais du *hard* et du *soft power* iranien au Proche-Orient et à la frontière israélienne. Enfin, la question de l'arme nucléaire et de la doctrine iranienne en la matière sera abordée. Nous reviendrons également sur la signature des accords de Vienne (JCPOA) ainsi que du retrait américain sous l'administration Trump et ses conséquences à la fois sur le futur du programme nucléaire iranien et des conséquences sécuritaires pour Tel Aviv.

La section suivante portera sur les conséquences de la politique iranienne sur le comportement d'Israël. Tel Aviv considère Téhéran et le « croissant chiite » comme étant ses principales menaces existentielles et ajuste sa politique de défense nationale en conséquence. Depuis la fin des années 1990, la crainte d'un Iran nucléarisé est omniprésente dans les discours israéliens et la doctrine nucléaire israélienne est désormais tournée vers Téhéran bien qu'Israël n'ait jamais reconnu posséder l'arme nucléaire. Une autre crainte israélienne est l'action du Hezbollah libanais, allié iranien, à sa frontière Nord. Les différentes attaques du Hezbollah et en particulier celles durant la Seconde Guerre du Liban ont incité Israël à renforcer

significativement ses capacités de protection et de riposte. Enfin, il semble pertinent de se pencher sur le soutien apporté par les États-Unis et l'influence des lobbies pro israéliens à Washington mais également sur les rapprochements récents avec certains États arabes notamment dans le cadre des accords d'Abraham.

Enfin, le cas d'étude de ce travail concernera la place de la question palestinienne dans la politique étrangère iranienne envers Israël. Nous reviendrons ainsi sur la relation entre l'OLP et l'Iran et le rapprochement qui se fera par la suite avec le Hamas et le Jihad islamique, notamment via le soutien du Hezbollah libanais. Nous reviendrons sur l'importance de la question palestinienne à la fois dans la cohérence du discours révolutionnaire iranien mais aussi dans la création d'un discours « oppresseurs » contre « opprimés » qui permet à l'Iran de se poser non seulement comme défenseur de la cause palestinienne mais de l'*Oumma* toute entière. De plus, nous nous pencherons sur les relations compliquées avec le Hamas, historiquement lié aux Frères musulmans égyptiens mais dont l'Iran reste le principal soutien logistique malgré des périodes de défiance, en particulier sur la question syrienne après le début des soulèvements populaires de 2011.

Pour conclure ce travail, nous tenterons de démontrer la place de l'idéologie révolutionnaire, du contexte sociétal mais aussi des personnalités au pouvoir sur les relations qu'entretiennent Iran et Israël ainsi que sur l'évolution de leur rivalité. Nous verrons aussi l'importance du concept de création de l'ennemi et de sa mobilisation pour renforcer la légitimité du pouvoir en place, notamment en période de crise comme c'est actuellement le cas. Concernant le cas d'étude portant sur la place de la cause palestinienne dans la politique étrangère iranienne, nous concluons sur un état des lieux de la projection du *soft power* iranien en Palestine et de comment, malgré certaines divergences, la Palestine reste un enjeu majeur dans le discours anti-impérialiste et antisioniste de la République islamique. Enfin, nous nous pencherons légèrement sur l'actualité récente et les perspectives futures de relations entre les deux États. En effet, les soulèvements populaires en Iran des suites de la mort de Mahsa Amini en septembre 2022 et la situation politique toujours plus instable en Israël avec la succession de gouvernements toujours plus conservateurs pourraient encore faire bouger les choses entre Téhéran et Tel Aviv.

Méthodologie

Au moment de se lancer dans la rédaction d'un travail de recherche en relations internationales, qui plus est lorsque l'on aborde la géopolitique d'une région aussi complexe que le Moyen-Orient, il est important d'élaborer une méthodologie précise et un cadre théorique solide afin de pouvoir non seulement appréhender une problématique mais également tenter de la comprendre et d'en délivrer ses tenants et aboutissants. Le but d'un travail de recherche comme celui-ci doit être d'apporter un regard nouveau sur une problématique sans se contenter d'être un simple résumé de la littérature scientifique disponible, bien que celle-ci soit fondamentale pour installer les bases théoriques de tout travail scientifique. Pour répondre à cette exigence et apporter un point de vue original sur les rapports entretenus entre les États iraniens et israéliens, une méthodologie stricte et adaptée a été mise en place en trois étapes principales.

La première consiste en une analyse historique approfondie des relations entre les deux États avec pour point de bascule la Révolution islamique de 1979. En effet, leurs évolutions et les changements successifs de stratégies en matière de politique étrangère ainsi que les changements de perceptions des acteurs permettront d'avoir certaines clés de compréhension sur les éléments qui peuvent sous-tendre les relations bilatérales entre les deux États. Cette partie permettra également d'introduire certains concepts fondamentaux qui seront mobilisés dans la suite du travail et d'en retracer les origines et les conséquences sur les relations entre Téhéran et Tel Aviv.

La deuxième étape sera celle de l'analyse des perceptions réciproques des deux acteurs principaux que sont la République islamique d'Iran et Israël et de l'état des lieux de la politique étrangère iranienne et de ses conséquences sur l'action d'Israël. Cette partie devra faire le lien entre la littérature scientifique déjà disponible et des données qualitatives, principalement des rapports officiels et des déclarations politiques de dirigeants des deux États en matière de politique étrangère. Cette méthode permettra de comprendre, par exemple, en quoi les récents changements à la tête de ces États (successions de gouvernements en Israël et changement de Président en Iran) modifient considérablement la manière de se percevoir et l'orientation de la politique étrangère de chacun. Cette analyse devra prendre place au sein d'un cadre théorique précis qui s'évertuera de traduire au mieux les implications des différents paramètres dans les relations globales qu'entretiennent les acteurs. Pour cela, les notions de puissances, de sécurité

et d'hégémonie seront autant de clés permettant de poser un cadre sur l'analyse des différentes données collectées.

La troisième et dernière étape sera, quant à elle, consacrée à une analyse de cas où nous tenterons d'apporter la lumière sur la place de la question palestinienne dans la politique étrangère iranienne à l'encontre de l'État d'Israël. Le but derrière l'analyse de ce cas est de pouvoir apporter une illustration plus précise de la politique étrangère menée par la République islamique et des enjeux complexes derrière la stratégie régionale de Téhéran. Il semble également important de préciser que, pour cette partie précise, une série d'interviews étaient prévues avec certains acteurs présents actuellement en Iran et en Palestine, dont certains déjà interviewés en octobre 2019, mais que le contexte extrêmement changeant et tendu dans les deux pays depuis 2021 ont rendu la tâche impossible dans le cadre d'une recherche aussi limitée.

1. Cadre théorique

Il a été décidé pour ce travail d'exposer un certain nombre de concepts-clés permettant de bien appréhender les tenants et aboutissants des relations qu'entretiennent l'Iran et Israël en matière de politique étrangère dans le contexte tel qu'il existe actuellement au Moyen-Orient. L'utilisation desdits concepts formeront la base théorique sur laquelle sera basée l'analyse de l'opposition existant en matière de politique étrangère entre Téhéran et Tel Aviv. Ces bases seront aussi fondamentales au moment d'aborder le rôle de la question palestinienne au sein de la politique étrangère iranienne dans la dernière partie de ce travail.

Le cadre théorique choisi pour ce travail, qui est un point majeur de la méthodologie, s'inscrit dans un type de mouvance situé entre, d'un côté, l'approche réaliste et, de l'autre, l'approche constructiviste. La première nous permettra de bien appréhender la lutte d'influence que se livrent les deux États tandis que la seconde permettra, quant à elle, d'analyser les rapports qu'entretiennent les différents acteurs dans la défense de leurs propres intérêts. Le choix d'une telle mouvance nous permet également d'exposer une certaine forme d'interdépendance qui réside entre la puissance et la sécurité des États, dans notre cas l'Iran et Israël. Dans cette optique, l'article se référencera à divers théoriciens des relations internationales comme Joseph Nye pour montrer comment l'Iran et l'Arabie Saoudite mobilisent puissance douce (*soft power*)

et puissance dure (*hard power*) dans leurs relations ou encore Barry Buzan afin de développer le concept de sécurité, qui revêt un grand intérêt pour les deux États. D'autres concepts plus secondaires comme la lutte d'influence, la *realpolitik* ou encore le pouvoir symbolique développé par Pierre Bourdieu seront abordés dans ce travail sans être pour autant développés dans cette section.

Ce travail fera également un appel à certains auteurs de la théorie critique comme Robert Cox, dont le travail s'est fortement inspiré de celui de l'italien Antonio Gramsci, afin d'introduire le concept d'hégémonie qui, quant à lui, se révèle important pour tenter d'expliquer la politique extérieure de la République islamique depuis 1979 et le caractère expansionniste de sa révolution.

1.1. Réalisme

Comme évoqué précédemment, la méthodologie utilisée dans ce travail mêlera à la fois des éléments issus des écoles réalistes et constructivistes des relations internationales. Nous allons désormais nous pencher sur l'école réaliste dont nombre de concepts nous permettront de classer les problématiques en jeu dans la rivalité entre l'Iran et Israël.

Bien que le modèle réaliste reste encore aujourd'hui dominant dans les relations internationales, il a vu apparaître à ses côtés de nombreuses tendances qui permettent aujourd'hui de diversifier l'approche faite des relations internationales. Issu du développement des États-nations au 15^{ème} siècle, le réalisme définit alors l'État comme étant la force du pouvoir exécutif dont l'action doit être étudiée au travers de la « réalité effective » et non en opposant idéal et réalité⁴. Le réalisme se pose ainsi en opposition totale à l'espoir, à l'illusion, d'un système international basé sur les idées et qui nierait la notion de puissance. Diane Ethier définit le réalisme comme étant la volonté de considérer l'humain et les rapports sociaux tels qu'ils sont réellement, en opposition à ce qu'on voudrait qu'ils soient⁵. Cette vision des relations internationales est ainsi considérée comme étant assez pessimiste puisqu'elle considère que les

⁴ TELÒ Mario, *Relations internationales : Une perspective européenne*, 3^e édition, Études Européennes, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, p. 14.

⁵ ÉTHIER Diane, *Introduction aux relations internationales*, Presses de l'Université de Montréal, 3^e édition, 2006, p. 24.

États sont les seuls véritables acteurs des relations internationales et ne cherchent qu'à garantir leur sécurité tout en accumulant un maximum de pouvoir.

Dans un système international dénué de toute forme d'autorité suprême, aucun contrat social n'est possible et c'est donc un état d'anarchie constant dans lequel évoluent irrémédiablement les États. Dès lors l'État est en compétition permanente face à ses pairs et pousse au conservatisme et au rejet de toute idéologie idéaliste. Dans ce contexte, les notions de puissance et de sécurité sont fondamentales pour qualifier le comportement de l'État sur la scène internationale.

1.1.1. La puissance et sa typologie

Le concept de puissance est un incontournable des relations internationales et se veut plus que nécessaire au moment d'analyser un conflit ou une lutte d'influence que se livrent deux États sur la scène internationale. On estime d'ailleurs généralement que l'État se caractérise « à travers sa puissance pour défendre son intérêt national et sa sécurité »⁶. S'il est en effet très régulièrement mobilisé, le concept même de puissance est pourtant loin d'être clair et univoque. De ce fait, ce dernier possède deux caractéristiques qui en empêchent sa bonne définition : il n'est pas fixe dans le temps et est de nature intrinsèquement multidimensionnelle. De plus, la définition et la typologie de la puissance varient en fonction de l'approche des relations internationales ; il n'existe pas de consensus entre réalistes, constructivistes ou libéraux. Ce constat sera d'ailleurs bien résumé par Raymond Aron : « Peu de concepts ont été aussi couramment employés et sont aussi équivoques que celui de puissance »⁷. Les réalistes, dont l'approche est ici en partie mobilisée, mettent avant tout l'accent sur les aspects matériels de la puissance. Raymond Aron définit celle-ci comme étant : « la capacité d'une entité politique d'imposer sa volonté aux autres unités »⁸, traduisant ainsi le comportement employé par l'État en tant qu'acteur rationnel au sein d'une société internationale dans une situation de « guerre de chacun contre chacun »⁹. La puissance d'un État se mesure alors grâce à des ressources matérielles comme sa démographie, ses ressources naturelles ou la taille de son armée.

⁶ BAYRAMZADEH Kamal, « Crises et conflits au Moyen-Orient : Quels sont les impacts sur les relations entre la Turquie et l'Iran ? », *Revue Etudes internationales*, vol. 48, n°2-3, 2016, p.90.

⁷ ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann Lévy, 1962, p.58.

⁸ *Ibid.*, pp., 16-17.

⁹ HOBBS Thomas, *Léviathan*, Gallimard, 2000., p. 224-225.

Néanmoins, bien qu'étant des éléments constitutifs de sa puissance, ces facteurs matériels ne sont pas suffisants au moment de caractériser la puissance d'un État.

Le concept de puissance de l'État va connaître une évolution majeure lorsque le théoricien de l'institutionnalisme libéral Joseph Nye lui introduira une nouvelle typologie. Il décomposera la puissance globale d'un État en une « compétence combinant à la fois puissance douce (*soft power*) et puissance dure (*hard power*) qui combinées ensemble peuvent être résumées comme étant le « *smart power* »¹⁰. Il définira le *soft power* comme étant la capacité d'un État à influencer les autres pour obtenir les résultats souhaités par la persuasion plutôt que par la coercition ou le paiement¹¹. Le *soft power* d'un pays repose sur ses ressources culturelles, ses valeurs et ses politiques et permet de « structurer une situation de telle sorte que les autres pays fassent des choix ou définissent des intérêts qui s'accordent avec les siens »¹². Il précisera également dans son ouvrage « *The Paradox of American Power* » que nul autre État utilise aussi agilement ces différentes dimensions du pouvoir bien que leur hégémonie mondiale soit contestée par certaines sociétés¹³ comme l'Iran ou l'Afghanistan en ce qui concerne le Moyen-Orient.

1.1.2. La sécurité

Tout comme le concept de puissance, le concept de sécurité est un classique des relations internationales ne connaissant aucune définition pouvant espérer faire consensus entre les différents théoriciens en la matière. Les penseurs réalistes lient le concept de sécurité nationale à la politique étrangère des États. Selon eux, la politique étrangère d'un État aurait en partie pour objectif de garantir la sécurité nationale au niveau interne¹⁴. Dans cette optique, la notion de sécurité nationale peut être définie, selon Arnold Wolfers, comme étant « dans un sens objectif, [celle qui] mesure l'absence de menaces sur les valeurs centrales ou dans un sens subjectif, l'absence de peur que ces valeurs centrales fassent l'objet d'une attaque »¹⁵. Pour ces

¹⁰ NYE Joseph S., « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, Sage Publications Inc., 2008., p. 108.

¹¹ *Ibid.*

¹² NYE Joseph S., « Soft Power », *Foreign Policy*, n°80, Slate Group LLC, 1990, p. 153.

¹³ NYE Joseph S., *The Paradox of American Power : Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, 1^{ère} édition, Oxford University Press, 2003, p. 12-18.

¹⁴ BAYRAMZADEH Kamal, « Crises et conflits au Moyen-Orient : Quels sont les impacts sur les relations entre la Turquie et l'Iran ? », *op.cit.*, p.90.

¹⁵ WOLFERS Arold « National Security as an Ambiguous Symbol », in BAYRAMZADEH Kamal, « Crises et conflits au Moyen-Orient : Quels sont les impacts sur les relations entre la Turquie et l'Iran ? », *op.cit.*, p.91.

mêmes réalistes, la sécurité absolue ne peut exister de par le caractère anarchique de la société internationale comme cela a été abordé dans le point précédent par la notion de « guerre de chacun contre chacun ». La vision réaliste classique du concept de sécurité est restée dominante jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle approche, conceptualisée sous la direction de Barry Buzan au début des années 1990. Cette nouvelle approche étend le concept de sécurité aux cinq secteurs suivants : « 1) la sécurité militaire ; 2) la sécurité politique ; 3) la sécurité sociétale ; 4) la sécurité environnementale ; 5) la sécurité économique »¹⁶.

Cette typologie faite, on peut facilement comprendre que dans une région autant marquée par l'instabilité chronique qu'est le Moyen-Orient, l'insécurité est une problématique touchant chaque État. Si on résume souvent la rivalité entre l'Iran et Israël au seul aspect militaire, ce travail tentera de mettre en évidence le fait que d'autres facteurs rentrent en jeu. Mais cette volonté de puissance de chaque acteur constitue toujours une menace supplémentaire pour les autres : c'est ce qu'on appelle le *dilemme de sécurité* entraînant la région dans un *complexe de sécurité*¹⁷. Le concept du *dilemme de sécurité* a été développé par John H. Hertz dans son ouvrage « Political Realism and Political Idealism » et désigne la situation dans laquelle un État A accroît sa puissance militaire dans le but de renforcer sa sécurité, ce qui est perçu par un État B comme étant une menace et donc un affaiblissement de sa sécurité, ce qui le poussera à lui-même accroître sa puissance militaire¹⁸. Dario Battistella parle, quant à lui, d'une spirale « action-réaction »¹⁹ qui entraîne deux ou plusieurs États dans un enchaînement « insécurité-puissance-insécurité »²⁰. Dans le cas qui nous concerne ici, et notamment avec l'État d'Israël pour qui la sécurité est une problématique fondamentale dans un environnement hostile dès sa création en 1948, les deux États procèdent à une forme d'escalade de la dissuasion qui entraîne les autres États de la région à augmenter leur force de dissuasion.

1.1.3. L'hégémonie

Ce troisième concept est issu, tout comme le *dilemme de sécurité*, de l'approche néoréaliste des relations internationales. Le concept d'hégémonie est polysémique et n'est utilisé dans les

¹⁶ BUZAN Barry, « New Patterns of Global Security in the Twenty-First Century », *international Affairs*, vol. 67, n°3, 1991, p. 432.

¹⁷ BORDES Marjorie & HANNE Olivier, *Géopolitique du golfe Persique*, Menaces réelles et menaces perçues, Editions du Grenadier, 2017, p. 13.

¹⁸ HERTZ John H. *Political Realism and Political Idealism*, Chicago University Press, 1951, p. 132.

¹⁹ BATTISTELLA Dario, *Retour à l'état de guerre*, Armand Colin, 2006, p. 91.

²⁰ PIET Grégory, « Quels sont les enjeux et les conséquences de la dissuasion nucléaire israélienne : prolifération, non-prolifération, sécurité ou insécurité ? », *Cahiers de Science politique*, n°16, 2009, p. 14.

relations internationales que depuis le début des années 1980 avec notamment l'apport du théoricien Robert W. Cox. En grec, son étymologie signifie le commandement, la domination et est aujourd'hui entendue comme étant la capacité d'un État à influencer les autres acteurs et à dominer le système international ainsi que d'en façonner les règles que ce soit via son *hard* ou son *soft power*. Si les États-Unis étaient considérés comme étant hégémoniques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cet état de fait est désormais contesté et d'autres acteurs apparaissent, notamment au niveau régional pour tenter de reprendre le leadership. Il est important de noter que, malgré le fait qu'on puisse parler de volontés hégémoniques pour certains acteurs de la région, aucun État ne peut prétendre être ou devenir dans un futur proche un *hégémon* au Moyen-Orient.

Bien qu'utilisé dans de nombreux cadres théoriques, l'hégémonie « demeure généralement liée à l'idée de domination »²¹. Elle sera notamment centrale dans la pensée matérialiste d'Antonio Gramsci. Le travail de ce dernier permettra d'ailleurs d'incorporer dans le concept d'État « une distinction interne [...] entre « société politique » et « société civile » »²². Les outils conceptuels développés permettront « de décortiquer les rouages du pouvoir et les mécanismes utilisés par les groupes dominants pour asseoir et maintenir la sauvegarde de leurs intérêts »²³. En 1983, Cox incorpore le concept d'hégémonie dans les relations internationales en s'inspirant des travaux de Gramsci. Pour lui, « l'histoire se découpe en périodes où l'État s'est avéré être hégémonique, périodes entrecoupées d'autres périodes où cette hégémonie a été contestée »²⁴. Cox fera aussi intervenir le *soft power* dans sa réflexion car il estime qu'un État ne peut pas se contenter de négocier pour conserver sa position hégémonique mais doit également convaincre par d'autres méthodes l'ensemble des autres acteurs du système de sa légitimité à la tête de l'ordre dominant. Il dira ainsi que « les institutions sociales et économiques, la culture et la technologie associées à l'hégémonie nationale deviennent des modèles qu'il convient d'émuler à l'étranger »²⁵. Par ces mots, Cox nous dit que l'hégémonie d'un État provient de la classe

²¹ BACHAND Rémy & LAPERRIERE Marie-Neige, «L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », *Revue Québécoise de droit international*, hors-série, p.2.

²² MACCIOCHI Maria-Antonietta, in BACHAND Rémy & LAPERRIERE Marie-Neige, «L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », *op. cit.*, p.2.

²³ BACHAND Rémy & LAPERRIERE Marie-Neige, «L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », *op.cit.*, p. 3.

²⁴ COX Robert, W., « Fuerzas sociales, estados y ordenes mundiales : Mas alla de la Teoria de Relaciones Internacionales », *Relaciones Internacionales*, n°24, 2013, p. 134.

²⁵ *Ibid.*

dominante qui en est à sa tête et non de l'État lui-même comme la pensée néo-réaliste le voudrait.

Ce développement permet de bien comprendre le fait que les prétentions hégémoniques issues de la Révolution islamique de 1979 ne sont pas issues de l'Iran en tant qu'État ou en tant que nation mais bel et bien des classes dominantes du côté révolutionnaire qui seront, par la suite, à la tête de l'État.

Les concepts ici développés sont interconnectés dans la problématique que présente ce travail. Par la suite, ils seront intégrés dans l'analyse qui sera faite de la lutte d'influence que se livrent Téhéran et Tel Aviv au Moyen-Orient. Les différents concepts sont autant d'enjeux que défendent les acteurs dans leurs relations et qui devront rentrer en compte dans l'analyse qui en sera faite.

1.2. Constructivisme

La théorie constructiviste des relations internationales s'est construite sur les bases du constructivisme social en opposition aux théories libérales, réalistes et néo-réalistes alors omniprésentes dans le milieu scientifique. Pour les constructivistes, tel que le théoricien allemand Alexander Wendt qui en est une des figures de proue, l'État et les intérêts qu'il défend ne sont pas uniquement définis par le facteur de la puissance mais également par son identité propre qui est bel et bien une construction sociale²⁶. Cette théorie repose donc sur le rejet du modèle stato-centré tel que défendu par les réalistes et réfute également le fait que l'anarchie prédomine le système international, argumentant que celle-ci n'est autre que ce que les États en font²⁷. Ainsi, malgré le fait que les relations internationales possèdent un caractère anarchique, c'est le rôle qui lui est donné qui importe dans la façon dont on appréhende l'État. Celui-ci n'est donc autre qu'une création sociale dont l'existence même est conditionnée.

²⁶ WENDT Alexander, *Social theory of international politics*, Cambridge University Press, 1^{ère} éd., 1999, p. 166.

²⁷ *Ibid.*

2. Historique des relations entre les deux États

Avant de se pencher sur les différents éléments constitutifs de la rivalité entre la République islamique d'Iran et Israël puis de passer à notre cas d'étude, il semble primordial de revenir sur l'historique des relations et de la coopération entre les deux États. En effet, si nous pouvons nous représenter le Moyen-Orient actuel comme étant une sorte de « tempête épouvantable »²⁸ dans laquelle Tel Aviv et Téhéran semblent être des ennemis séculaires et irréconciliables, l'histoire mouvante de leurs relations donne une tout autre perspective. De la création de l'État hébreu en 1948 au retrait américain des accords de Vienne sur le nucléaire iranien en passant par l'établissement de la République islamique en Iran et les basculements idéologiques et nationalistes des années 1990 et 2000 à la tête des deux États, le parcours fût plus que mouvementé et mérite une attention toute particulière pour être en mesure d'apporter un éclairage fondamental sur les racines et les chaînes de causalité ayant amené à la situation actuelle²⁹.

2.1. Relations antérieures à 1979 : entre doctrine « de la périphérie » et stratégie des « *Twin pillars* »

Les relations entre l'Iran et l'État hébreu se créent assez rapidement après la création de ce dernier en 1948. En effet, dans les années 1950, les trajectoires des deux États vont converger de manière assez fulgurante. Au début de la décennie, Téhéran se retrouve au centre des tensions liées aux enjeux énergétiques entre les États-Unis et l'Union soviétique (URSS) durant la guerre froide³⁰. Partageant alors une immense frontière avec l'URSS³¹, la conservation de l'Iran, alors dirigé par Mohammad Reza Shah Pahlavi³², au sein de sa sphère d'influence devient une priorité pour Washington³³, notamment à cause de sa place stratégique de fournisseur pétrolier majeur. Ainsi, de 1953 et le renversement du gouvernement dirigé par

²⁸ DUCLOS Michel, « Le monde turco-iranien et les relations Téhéran-Ankara à l'époque contemporaine », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, Passés-Composés, 2020, p. 106.

²⁹ GRUMET Tali R., « New Middle East Cold War: Saudi Arabia and Iran's Rivalry », University of Denver, disponible à l'adresse suivante: <https://digitalcommons.du.edu/etd/1028/> (consulté 15 mai 2020), p. 28.

³⁰ KEYNOUSH Banafsheh, *Saudi Arabia and Iran, Friends Or Foes?*, Palgrave Macmillan, 2016, p. 4.

³¹ Notamment les 992 kilomètres de frontière avec l'actuel Turkménistan.

³² Mohammad Reza Shah Pahlavi (1919-1980) : Shah d'Iran entre 1941 et 1979, fils de Reza Shah Pahlavi, il fut le second et dernier monarque de la dynastie des Pahlavi en Iran avant l'établissement de la République islamique.

³³ GRUMET Tali R., « New Middle East Cold War: Saudi Arabia and Iran's Rivalry », *op. cit.*, p. 42.

Mohammad Mossadegh à la Révolution de 1979, l'Iran restera dans ce qu'on appellera la « sphère intime » américaine³⁴ aux côtés d'autres États de la région dont l'Arabie saoudite.

Dans le même temps, le premier ministre israélien de l'époque et figure majeure de la politique internationale du 21^e siècle, David Ben Gourion met en place la doctrine dite « de la périphérie » avec d'autres acteurs relativement isolés³⁵, Israël faisant face à un *dilemme sécuritaire* majeur étant entouré exclusivement d'États arabes et musulmans lui ayant déclaré la guerre au lendemain de son indépendance. Cette doctrine développée au début des années 1950 est basée sur le fait qu'Israël devrait établir des relations étroites avec les acteurs non-arabes du Moyen-Orient pour se protéger des voisins arabes qui lui sont fondamentalement hostiles³⁶. En parallèle, Ben Gourion a aussi veillé à étendre ses relations avec les États-Unis et d'autres grandes puissances européennes pour inciter certains acteurs du Golfe à normaliser leurs relations avec Tel Aviv³⁷, d'autant plus dans un contexte de guerre froide avec des États arabes soutenus en majorité par le pouvoir soviétique³⁸. De cette « alliance de la périphérie »³⁹, l'Iran fut de fait le partenaire le plus important veillant à pérenniser la stratégie géopolitique israélienne sans toutefois n'avoir jamais officiellement reconnu Israël en tant qu'État, la religion d'État étant déjà le chiisme duodécimain, accepter la création d'un État juif en terre musulmane n'était pas envisageable. Comme les autres acteurs de l'alliance à l'instar de la Turquie, de l'Éthiopie ou de certains acteurs kurdes, Téhéran ne reconnaitra qu'informellement l'existence de l'État hébreu, ce que le nouvel État, alors fort isolé, accepta faisant de l'Iran le « joyau de la couronne »⁴⁰ de cette alliance, pour reprendre l'expression d'Avi Shlaim.

Par la suite, les relations et la coopération entre les deux États continuèrent d'être cordiales et même de connaître certaines phases de rapprochement notamment après la Guerre de Suez (1957). Face à la crainte commune du voisin irakien et la volonté de Mohammad Reza Shah de

³⁴ CIZEL Annick, « L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution, op. cit.*, p. 19.

³⁵ AMIR-ASLANI Ardavan, *Iran et Israël, Juifs et Perses*, Nouveau monde, 2013, p. 139.

³⁶ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, National Defense Research Institute, 2011, p. 10.

³⁷ BORDES Marjorie & HANNE Olivier, *Géopolitique du golfe Persique*, Menaces réelles et menaces perçues, Editions du Grenadier, 2017, p. 21.

³⁸ PORTER Gareth, « Israel's Construction of Iran as an Existential Threat », *Journal of Palestine Studies*, vol. 45, n°1, 2015, p. 43.

³⁹ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, 3^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2022, p. 262.

⁴⁰ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry, op. cit.*, p. 11.

rentrer encore plus dans les bonnes grâces de Washington⁴¹, les deux États vont continuer de développer des relations étroites dans les domaines militaires et de renseignements, notamment avec la collaboration du Mossad et du SAVAK, leurs services de renseignements respectifs. Au-delà des considérations purement sécuritaires, de nouveaux rapports économiques et énergétiques vont se développer au cours de la décennie suivante entre Iran et Israël, Téhéran devenant d'ailleurs un des principaux fournisseurs pétroliers de Tel Aviv⁴² au centre d'un partenariat secret entre l'État hébreu et la National Iranian Oil Company (NIOC)⁴³.

Au début des années 1970, la Grande Bretagne, alors grande puissance extérieure la plus influente au Moyen-Orient se retire de la région laissant la porte grande ouverte aux États-Unis pour continuer d'étendre son influence en pleine guerre froide. Ils mettront rapidement en application dans la région la Doctrine Nixon pour contrer les ambitions soviétiques⁴⁴. Plus connue au Moyen-Orient comme la stratégie dite des « *Twin Pillar* », cette dernière avait pour but de faire de l'Iran et de l'Arabie Saoudite les deux « gendarmes » régionaux⁴⁵. La coopération entre Riyad et Téhéran était alors nécessaire pour maintenir la sécurité dans la région. En échange de ce rôle de gardien de la stabilité, les deux pays reçurent un support économique, diplomatique et militaire de la part de Washington⁴⁶. Au sein de cette doctrine, l'Iran tient une place privilégiée ; les politiques modernisatrices et la loyauté du Shah pour faire face à l'URSS et à l'Égypte de Gamal Abdel Nasser tout en sécurisant les approvisionnements en pétrole⁴⁷ en font « le fils prodigue » de Washington⁴⁸. La politique étrangère menée alors par Mohammad Reza Shah envers Israël sera, dès lors, en partie orientée vers l'Occident pour conserver les faveurs américaines.

Néanmoins, cette période ne doit pas non plus être analysée avec un prisme trop actuel en négligeant ou en oubliant de prendre en compte certains paramètres contemporains. En effet, les deux régimes en place avaient tous deux des intérêts à continuer à développer leurs relations

⁴¹ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, *op. cit.*, p. 11.

⁴² DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, *op. cit.*, p. 262.

⁴³ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, *op. cit.*, p. 13.

⁴⁴ GRUMET Tali R., « New Middle East Cold War: Saudi Arabia and Iran's Rivalry », *op. cit.*, p. 45.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ AL TORAIFI Adel, Understanding the role of state identity in foreign policy decision-making: the rise of Saudi-Iranian rapprochement (1997-2009), Thesis, 2012, disponible à l'adresse suivante :

<https://www.researchgate.net/publication/297063202> (consulté le 8 août 2020), p. 110.

⁴⁷ COLVILLE Thierry, *L'Iran, une puissance en mouvement*, Découvrir et Comprendre, Éditions Eyrolles, 2022, p. 29.

⁴⁸ CIZEL Annick, « L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, *op. cit.*, p. 19.

et leur coopération : intérêts sécuritaires pour Israël, économiques et géostratégiques pour l'Iran des Pahlavi qui voulait maintenir sa place de choix dans la sphère intime américaine. De plus, il ne faut pas oublier que du côté iranien un discours antisioniste circulait déjà informellement à l'époque impériale. De nombreux groupes opposés au pouvoir comme les islamistes radicaux du Fedayin de l'Islam fondé par Navvab Safavi ou encore le mouvement de contestation né après la Révolution blanche⁴⁹ de 1962 reprochent au Shah ses rapports avec Israël. Les hauts dignitaires chiïtes qui militaient pour une position non-alignée⁵⁰, Ruhollah Khomeyni en tête, vont également vivement s'indigner face aux rapprochements avec l'État hébreu, eux pour qui « la reconnaissance *de facto* de l'État hébreu en 1950 était contraire au caractère islamique et aux obligations religieuses de l'Iran »⁵¹. Ces critiques dirigées à l'encontre des relations entretenues avec Israël auront une importance toute particulière dans la propagande révolutionnaire durant les mois précédant le renversement du Shah Mohammad Reza, reprenant un des sermons de l'ayatollah Khomeyni durant la Révolution blanche appelant à la révolte contre l'influence des États-Unis et d'Israël sur le Shah⁵².

2.2. Le point de bascule : la Révolution islamique de 1979

La chute du Shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeyni en 1979 va définitivement rebattre les cartes dans les relations entre l'Iran et le reste du monde. Tali Grumet, entre autres, considère d'ailleurs la Révolution islamique comme étant « un événement d'une grande importance ayant renversé l'équilibre stratégique au Moyen-Orient »⁵³ et cela vaut également pour les relations entre Téhéran et Tel Aviv. Cette nouvelle République, où le clergé chiïte joue un rôle prédominant selon la doctrine du *velayat-e faqih*⁵⁴, s'opposera drastiquement aux politiques jusqu'alors menées par les Pahlavi. Durant la période impériale, la famille Pahlavi avait pris soin de « s'opposer au clergé tout en contrôlant son réseau »⁵⁵ afin d'être libre de

⁴⁹ Correspond à la série de réformes lancées en 1963 par Mohammad Reza Chah en vue de moderniser l'Iran sur le modèle de la Turquie d'Atatürk.

⁵⁰ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 114.

⁵¹ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, op. cit., p. 263.

⁵² LEONI Tristan, *La Révolution iranienne, Notes sur l'islam, les femmes et le prolétariat*, Rupture, Entremonde, 2019, p. 66

⁵³ GRUMET Tali R., « New Middle East Cold War: Saudi Arabia and Iran's Rivalry », op. cit., p. 45.

⁵⁴ Notion développée *infra*.

⁵⁵ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, Armand Colin, 2016, p. 71.

mener des politiques jugées par les dignitaires chiites comme étant contraires à la religion d'État qu'était déjà le chiisme duodécimain.

Ce renversement idéologique provoque de fait l'échec de la doctrine israélienne de la « périphérie » tout comme la stratégie américaine des « *Twin Pillars* ». Caractérisé par un anti-impérialisme exacerbé⁵⁶ et en opposition totale avec la politique du Shah, le pouvoir révolutionnaire dirigé par Khomeyni va suspendre automatiquement les relations avec les États-Unis et fera évacuer l'ambassade israélienne à Téhéran qui sera « immédiatement remplacée par une représentation diplomatique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) »⁵⁷.

Néanmoins, même après ces événements, les autorités israéliennes ne considèrent pas immédiatement l'Iran comme étant un potentiel adversaire⁵⁸ ; certes les relations amicales sont rompues mais les véritables menaces viennent davantage de l'entourage proche du territoire d'Israël (Syrie, Irak, Égypte). Ce sont alors plutôt les États arabes du golfe qui s'inquiètent des principes du *velayat-e faqih* et d'exportation de l'idéologie révolutionnaire et créeront ensemble le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) en 1981⁵⁹. Face à cette méfiance des États arabes du Golfe, Israël voit même dans cette Révolution une opportunité de déstabiliser l'Irak de Saddam Hussein qui reste alors la principale menace ; et cela se vérifiera avec la guerre que se livrèrent Téhéran et Bagdad entre 1980 et 1988. Durant cette période, les deux États avaient besoin l'un de l'autre face à leurs ennemis communs, Irak en tête, et ont continué malgré tout une certaine forme de coopération militaire avec les États-Unis au centre pour acheminer secrètement des armes vers Téhéran⁶⁰. Ainsi, dans les hautes sphères du pouvoir à Tel Aviv, la doctrine de la « périphérie » est restée centrale dans l'appréhension de la nouvelle République islamique qui n'était même pas considérée comme étant une potentielle menace par rapport au réacteur nucléaire Osirak irakien⁶¹. Coté iranien, même si on est fondamentalement opposé à l'existence d'Israël, on se rend compte qu'il faut se faire des alliés de circonstance pour

⁵⁶ CIFTCI Sabri, TEZCUR Gunes Murat, « Soft Power, Religion and Anti-Americanism in the Middle East », *Foreign Policy Analysis*, p. 8. disponible à l'adresse suivante: <https://papers.ssrn.com/> (consulté le 8 août 2020), p. 8.

⁵⁷ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, *op. cit.*, p. 112.

⁵⁸ PORTER Gareth, « Israel's Construction of Iran as an Existential Threat », *op. cit.*, p. 44.

⁵⁹ FATHOLLAH-NEJAD Ali, « L'Iran et le Conseil de coopération du Golfe : des relations entre un aveugle et un sourd », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n°113, 2020, p. 113.

⁶⁰ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, *op. cit.*, p. 264.

⁶¹ PORTER Gareth, « Israel's Construction of Iran as an Existential Threat », *op. cit.*, p. 44.

défendre avant tout ses intérêts territoriaux immédiats. Il faudra attendre le milieu des années 1990 pour connaître une recrudescence de la rivalité entre les deux États.

2.3. Une rivalité grandissante

2.3.1. La fin définitive de la doctrine de la « périphérie »

La mort de l'ayatollah Khomeyni en 1989, qui sera remplacé dans la foulée par Ali Khamenei au poste de Guide Suprême de la Révolution, ouvre une nouvelle page dans la jeune histoire de la République islamique. Cette période est caractérisée par un certain processus de modernisation et de développement au sein de la société iranienne⁶². Ce mouvement est symbolisé par le mandat présidentiel de Mohammed Khatami (1997-2005) avec une certaine ouverture de l'Iran à l'international et un affaiblissement de la rhétorique anti-occidentale et anti-capitaliste dans les discours officiels des autorités iraniennes⁶³. Néanmoins, malgré cette relative ouverture au monde et un mouvement réformiste en pleine expansion, la question israélienne reste toujours sensible et les relations avec Tel Aviv ne vont pas tarder à se dégrader. Khatami lui-même n'a jamais hésité à ouvertement critiquer l'État hébreu et à tenir des propos très durs envers le pouvoir israélien et à dénoncer ses politiques, notamment à l'encontre des palestiniens⁶⁴. Il décrira d'ailleurs à propos d'Israël lors du sommet de l'Organisation de la coopération islamique de Téhéran en 1997 que sa « nature hégémonique, raciste, agressive et violente est manifestée dans ses violations systématiques et flagrantes du droit international, la poursuite de son terrorisme d'État et le développement d'armes de destructions massives qui menacent sérieusement la paix et la sécurité dans la région [du Moyen-Orient] »⁶⁵. À la plus haute marche de l'appareil étatique, l'ayatollah Khamenei a continué à utiliser une ligne rhétorique encore plus dure, parlant même de la Palestine comme étant « la ligne de front de la guerre de l'Islam contre les infidèles »⁶⁶.

Du côté de l'État hébreu, on observe également un durcissement de la position politique et rhétorique à l'encontre de la République islamique. Yitzhak Rabin fut le premier homme politique israélien à mettre fin à la doctrine de la « périphérie », qui voyait en la République

⁶² KAMENAVA Marina & PAYMAKOVA Elena, « Culture factor in the policy of the Islamic Republic of Iran », *Politikologija religije*, vol. 14, n°1, 2020, pp. 58-59.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ MENASHRI David, « Iran, Israel and the Middle East Conflict », *Israel Affairs*, vol. 12, n°1, 2006, p. 112.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

islamique un futur partenaire potentiel pour faire face aux États arabes voisins⁶⁷, en partie sous l'influence américaine. Relativement modéré sur la question iranienne lors des premiers mois de son mandat de Premier ministre, sa rencontre avec Bill Clinton sera décisive sur la position qu'adoptera le gouvernement israélien à l'encontre de Téhéran⁶⁸. En effet, durant la guerre Iran-Irak, l'administration Clinton avait instauré une politique de « *double containment* » envers les deux États⁶⁹ et le Président Clinton jugeait désormais nécessaire d'intensifier la pression sur Téhéran dans le but de provoquer un changement de comportement de la République islamique voire un changement de régime. Il était clair pour Washington que « l'Iran devait être identifié comme Ennemi numéro 1 »⁷⁰, ce qui sera concrétisé par la suite, Rabin plaçant dès lors la République islamique comme principale menace pour la survie de l'État hébreu devant ses voisins arabes. À l'époque pourtant, aucun élément nouveau sur la scène moyen-orientale ne permet d'expliquer un tel revirement de position du gouvernement israélien, il semble donc probable que Rabin ait commencé cette campagne de dénigrement de l'Iran en partie dans un objectif de rapprochement de l'administration Clinton. À partir de cette époque, la République islamique devient alors infréquentable pour Israël et c'est le début d'une rivalité grandissante entre les deux États.

2.3.2. Le facteur nucléaire

Dans ce paysage politique complexe, un autre paramètre commence à arriver au centre des débats : les capacités militaires et nucléaires iraniennes. Dès le début de la guerre Iran-Irak, Téhéran avait mené une large campagne de réarmement et lancé en sous-marin les prémices d'un nouveau programme d'enrichissement nucléaire à des fins militaires⁷¹, dont les bases remontent déjà au début des années 1950 sous le régime impérial. À l'arrivée de Khatami au pouvoir en 1997, ce dernier lance le programme nucléaire iranien dans un principe de « continuité d'une ambition nationaliste de prestige technologique »⁷². Mais, en 2002, lors de la découverte de l'usine d'enrichissement de l'uranium de Natanz, qui révélait les ambitions suspectes du gouvernement iranien, les Etats-Unis, la France, Israël ainsi que l'Agence

⁶⁷ PORTER Gareth, « Israel's Construction of Iran as an Existential Threat », *op. cit.*, p. 44.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 45.

⁶⁹ RABI Uzi & MUELLER Chelsi, « The Geopolitics of Sectarianism in the Persian Gulf », *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, vol. 12, n°1, 2018, p. 53.

⁷⁰ PORTER Gareth, « Israel's Construction of Iran as an Existential Threat », *op. cit.*, p. 44.

⁷¹ PEREZ Sarah, *Iran – Israël : une guerre technologique, Les coulisses d'un conflit invisible*, Éditions François Bourin, 2015, p. 43.

⁷² HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, *op. cit.*, p. 182.

Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) ont alors considéré que l'Iran « menaçait la sécurité mondiale par le risque de prolifération nucléaire et la possibilité de produire une arme atomique »⁷³. En parallèle, dès 1995, Shimon Peres avait décidé de réorienter la doctrine Begin israélienne vers Téhéran en insistant sur le fait qu'il faille encore et toujours mettre une pression sur l'Iran pour aller vers un changement de régime⁷⁴. Cette doctrine avait pour objectif lors de sa mise en place en 1981 de ne pas permettre à un des ennemis existentiels d'Israël d'être en possession d'armes pouvant menacer l'existence même de l'État. C'est notamment cette technique qui fut utilisée pour attaquer le réacteur nucléaire Osirak en Irak via l'opération « *Opera* » (1981) puis quelques décennies plus tard en Syrie lors de l'opération « *Outside of the Box* » (2007). Ainsi, de manière indirecte, on comprend quelle place occupe désormais Téhéran dans l'esprit des leaders politiques israéliens : la République est un ennemi existentiel qu'il faut combattre et affaiblir à tout prix.

Cette période marque ainsi la véritable naissance de cette rivalité qui, encore aujourd'hui, caractérise les relations israélo-iraniennes. Car, et il le sera répété à plusieurs reprises au travers de ce travail, cette rivalité est tout sauf évidente pour deux pays qui ne sont pas voisins, ne partagent pas les mêmes zones d'influence et sont relativement complémentaires au niveau énergétique et économique⁷⁵. Durant les années qui suivirent, de nombreuses personnalités se sont succédées à la tête des deux États dont certains comme Mahmoud Ahmadinejad⁷⁶ ou Benjamin Netanyahu⁷⁷ qui exalteront un nationalisme outrancier pour mener des campagnes de dénigrement l'un envers l'autre, ce que ce travail approfondira dans la section suivante.

2.3.3. Évolution des rapports avec le Hezbollah

Rapidement après la mise en place de la République islamique et pour faire face à Israël et se positionner comme principal défenseur de la cause palestinienne, l'Iran a très rapidement tenté d'exporter son influence aux frontières d'Israël notamment via le soutien à différents mouvements de résistance palestiniens mais aussi par la voie du Hezbollah libanais, son principal allié au Proche-Orient.

⁷³ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 183.

⁷⁴ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p. 390.

⁷⁵ PARHAM Ramin, *Iran-Israël : Jeux de Guerre*, Regards d'Orient, Dhow Editions, 2014, p. 228.

⁷⁶ Mahmoud Ahmadinejad (1956-présent) : Homme politique iranien conservateur et à la personnalité controversée. Président de la République islamique d'Iran (2005-2013).

⁷⁷ Benjamin Netanyahu (1949-présent) : Homme politique israélien controversé et présent dans les plus hautes sphères de l'État depuis le début des années 1990. Premier ministre d'Israël (1996-1999, 2009-2021, 2022-présent) et à la tête de six gouvernements différents, un record national.

De 1979 à 1985, les Gardiens de la Révolution et des émissaires iraniens vont faire s'allier différents groupements islamistes libanais, à l'instar de la formation du « Amal islamique » puis du « djihad islamique »⁷⁸, partageant une même opposition à Israël pour former ce qui deviendra le « Parti de Dieu » ou *Hezbollah*⁷⁹. Téhéran est ainsi un partenaire majeur du Hezbollah, à la fois sur un plan idéologique, financier que militaire. En effet, l'Iran est encore aujourd'hui un des principaux fournisseurs d'armes aux Hezbollah⁸⁰ et reste son principal allié régional malgré leurs discordances. L'apparition du Hezbollah provoque un changement des rapports de force au Moyen-Orient et rapproche définitivement la menace iranienne aux portes du territoire israélien et crée un réel *dilemme de sécurité* pour Tel Aviv. De manière globale, c'est un moyen pour Téhéran d'exporter ses principes révolutionnaires dans la région, toujours sous l'angle de la doctrine du *velayat-e faqih*, dont l'application est d'ailleurs revendiquée par le Hezbollah⁸¹. Ainsi, le mouvement fera de la résistance contre Israël et de la lutte contre la grande *fitna* au sein du monde musulman deux de ses quatre thèmes principaux⁸². Néanmoins, si le Hezbollah pouvait être un temps considéré comme étant le bras armé iranien, une branche plus politique du mouvement est née dans le courant des années 1990 et a métamorphosé la nature même du mouvement. En effet, même si les relations entre le Hezbollah et Téhéran sont fortes et liées à la naissance même du mouvement, elles sont pourtant bien plus complexes qu'elles ne le sont souvent présentées⁸³. L'insertion progressive de la branche politique du Hezbollah dans la sphère politique libanaise a fait grandir son influence propre, au-delà de la position iranienne ou de la défense de la cause palestinienne, et a poussé ses dirigeants à prendre position sur d'autres thématiques internationales comme les crises syriennes ou yéménites bien que la lutte contre Israël reste officiellement la priorité. De plus, le Hezbollah a tenté de renforcer son identité libanaise pour pouvoir être crédible sur la scène politique nationale. Certaines prises de positions du Hezbollah, notamment sur la crise syrienne, ont refroidi Téhéran et on fait craindre aux autorités un éloignement idéologique. Néanmoins, la rhétorique d'Hassan Nasrallah, analysée par Aline Korban, reste proche des doctrines

⁷⁸ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 204.

⁷⁹ LEROY Didier, *Le Hezbollah libanais, de la Révolution iranienne à la guerre syrienne*, Bibliothèques de l'iReMMO, L'Harmattan, 2015, p. 19-22.

⁸⁰ MEUNIER Karine, « The LAF – Hezbollah duopoly : A stake for the Lebanese safety and the regional security », *Confluences Méditerranée*, vol. 97, n°2, 2016, p. 180.

⁸¹ KHATCHADOURIAN Anaïs-Trissa, « Le Liban et l'Iran à l'ombre du conflit entre l'Iran et l'Arabie Saoudite », *Confluences Méditerranée*, vol. 97, n°2, 2016, p. 83.

⁸² LEROY Didier, *Le Hezbollah libanais, de la Révolution iranienne à la guerre syrienne*, op.cit, p.25.

⁸³ KHATCHADOURIAN Anaïs-Trissa, « Le Liban et l'Iran à l'ombre du conflit entre l'Iran et l'Arabie Saoudite », op. cit., p. 83.

iraniennes bien que le discours global se soit sécularisé au cours des deux dernières décennies⁸⁴. De manière globale, on constate une forme de dualité, les actions du Hezbollah sur la scène internationale étant aujourd'hui « dictées par ses intérêts politiques et non par des engagements de principe de solidarité avec les opprimés »⁸⁵.

2.4. Le nationalisme religieux grandissant et la création de l'ennemi

La première décennie du 21^{ème} siècle est marquée par de nombreux événements qui accentueront encore et toujours un peu plus les relations bilatérales entre Tel Aviv et Téhéran. Alors que la région est en pleine crise, notamment après l'invasion de l'Irak en 2003, une nouvelle génération d'hommes politiques va prendre le pouvoir à la tête des deux États.

Côté iranien, c'est la figure controversée de Mahmoud Ahmadinejad, fervent défenseur du programme nucléaire iranien et farouche opposant à Israël qui arrive au poste de Président de la République islamique en 2005 et qui y restera pour deux mandats successifs jusqu'en 2013. C'est sous sa présidence qu'apparaît véritablement au grand jour un discours officiel teinté d'antisémitisme et de négationnisme⁸⁶. Dans le passé, la rhétorique du pouvoir se limitait à des condamnations et menaces de représailles en cas d'attaque ou d'ingérence israélienne, notamment sous les présidences de Mohammed Khatami ou d'Hassan Rafsandjani (1989-1997), ce dernier déclarant d'ailleurs en 2001 : « Si un jour le monde musulman était équipé de l'arme nucléaire que possède aujourd'hui Israël, le monde de l'arrogance serait alors dans une impasse. Une seule bombe nucléaire sur Israël détruirait tout sur cette terre mais ne causerait que des dommages limités au monde musulman »⁸⁷. Durant son mandat à la tête de l'État, Ahmadinejad tiendra des propos plus offensifs et aurait dit à plusieurs reprises qu'Israël devrait être « rayé de la carte » selon la presse occidentale, bien que la formule plus exacte serait celle de « disparaître de la page du temps »⁸⁸. Durant cette période, on constate dans les discours officiels la construction d'une logique binaire « opprimés » et « oppresseurs », représentant respectivement le peuple palestinien et le monde musulman en général et l'État

⁸⁴ KORABN Aline, *L'évolution idéologique du Hezbollah : Analyse des discours d'Hassan Nasrallah*, Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, 2013, p.115.

⁸⁵ DAHER Joseph, *Le Hezbollah : Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme*, Éditions Syllepse, 2019, p. 230.

⁸⁶ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, op. cit., p. 264.

⁸⁷ BORDES Marjorie & HANNE Olivier, *Géopolitique du golfe Persique*, op. cit., p. 116-117.

⁸⁸ RABKIN M. Yakov, « La campagne contre l'Iran : le lobby sioniste et l'opinion juive », *Revue internationale et stratégique*, vol. 2., n°70, 2008, p. 206.

hébreu⁸⁹. Selon les mots de Clément Therme, on assiste à cette période à l'écllosion du discours islamo-nationaliste iranien⁹⁰ qui mêle à la fois l'héritage préislamique de la Perse et l'histoire de l'Iran après l'aube islamique. Sous l'influence de son conseiller Esfandiyar Rahim-Mashaï, la rhétorique d'Ahmadinejad va évoluer et il parlera plus facilement « d'État sioniste » ou « d'infidèles » pour évoquer l'État d'Israël⁹¹. Son premier mandat sera ainsi marqué par la relance et l'accélération du programme nucléaire, malgré les sanctions mises par l'AIEA quelques années auparavant, et l'intensification du support fourni aux groupes armés aux frontières d'Israël, Hezbollah libanais et Hamas en tête. Principalement après sa réélection frauduleuse en 2009, le Président iranien misera sur « la création d'un ennemi extérieur »⁹², concept sur lequel nous nous pencherons dans la suite de ce travail, pour légitimer son pouvoir et mettre fin aux manifestations et à la colère populaire. Il faut néanmoins, par soucis de précision et d'honnêteté intellectuelle, mettre en lumière le fait que, bien que très offensif et virulent, Mahmoud Ahmadinejad n'en est pour autant pas le nouvel Adolphe Hitler quelque fois dépeint dans les médias israéliens et occidentaux. D'une part, ses propos sont souvent déformés par les médias américains à la posture anti-iranienne et d'autre part, il ne faut pas oublier que c'est l'ayatollah Khamenei qui possède réellement le dernier mot en Iran. Par la suite, les successeurs d'Ahmadinejad, Hassan Rohani (2013-2021) et Ebrahim Raïssi (2021-présent), bien que moins provocateurs que leur prédécesseur, continueront à construire cette image « d'ennemi de la région »⁹³, notamment après les manifestations contre la crise économique de fin 2017 à début 2018 et celles de 2022 et 2023, consécutives à la mort de Mahsa Amini.

Du côté de Tel Aviv, c'est le retour au pouvoir, en homme fort du Likoud, de Benjamin Netanyahu en mars 2009 au poste de Premier ministre qui va faire « monter d'un cran les tensions et les diatribes belliqueuses entre les deux États »⁹⁴. Surfant sur l'accumulation des sanctions internationales et la crainte occidentale concernant le programme d'enrichissement de l'uranium iranien, Netanyahu n'hésitera pas à instrumentaliser la peur de l'Iran et à

⁸⁹ HOLLIDAY J. Shabnam, « Populism, the International and Methodolical Nationalism: Global Order and the Iran-Israel Nexus », *Political Studies Association*, vol. 68, n° 1, 2020, p. 5.

⁹⁰ THERME Clément, « Iran – La Nation à l'épreuve de la Révolution islamique de 1978-1979 », dans DA LAGE Olivier (dir.), *Nationalismes religieux, Moyen-Orient*, Bibliothèques de l'iReMMO, L'Harmattan, 2020, p. 96.

⁹¹ HOLLIDAY J. Shabnam, « Populism, the International and Methodolical Nationalism: Global Order and the Iran-Israel Nexus », *op. cit.*, p. 5.

⁹² DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, *op. cit.*, p. 265.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, *op. cit.*, p. 116.

comparer la République islamique au régime nazi ou à Al-Qaïda⁹⁵ pour créer un mouvement de rejet et de peur à l'encontre du « régime des mollah ». De nombreux chercheurs israéliens évoquent d'ailleurs l'existence d'un sentiment « iranophobe » au sein des élites politiques israéliennes auxquelles appartiennent des proches du Premier ministre et membres du gouvernement dont Ehud Barak, Premier ministre entre 1999 et 2001 puis Ministre de la Défense de Netanyahu ou encore Naftali Bennett, Premier ministre de 2021 à 2022. Netanyahu profitera également des actions de l'administration Trump en faveur d'Israël comme le retrait des accords de Vienne ainsi que le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem pour installer sa légitimité et renforcer son discours hostile à Téhéran.

L'élection de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi en 2021 et le nouveau retour de Netanyahu au pouvoir à la tête de la coalition la plus à droite de l'histoire d'Israël en 2022 ouvrent toujours plus la porte à un renforcement du discours nationaliste à la tête des deux États. Même si le récent soulèvement populaire en Iran a fait naître l'espoir d'un renversement du régime, il reste quand même peu probable de voir un changement à court terme. Néanmoins, ces événements nous prouvent le caractère fini du pouvoir politique en place⁹⁶ face à une contestation de plus en plus vive et une opposition toujours plus organisée malgré la répression d'État.

3. Politique étrangère iranienne envers Israël : création d'un « ennemi commun »

Comme la partie historique de ce travail a pu le démontrer, la Révolution islamique de 1979 a drastiquement changé la place de l'État d'Israël au sein de la politique étrangère iranienne, bien que la rivalité telle qu'on la connaît aujourd'hui ait mis près de 25 ans à se construire. Malgré le fait que la zone d'influence et les intérêts directs de Téhéran se situent principalement chez ses grands voisins directs comme le Pakistan, l'Iran, la Turquie ou l'Afghanistan, Israël est désormais considéré comme étant un rival global au niveau régional⁹⁷. Cette section aura pour objectif de comprendre la place actuelle d'Israël dans la politique étrangère iranienne et les éléments clés permettant de comprendre la construction politique d'Israël comme « ennemi du

⁹⁵ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, op. cit., p. 266.

⁹⁶ THERME Clément & FARKHONDEH Sepideh, « Iran : Une Nouvelle Révolution ? », *Études*, vol. 1, n° 1, 2023, p. 28.

⁹⁷ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, National Defense Research Institute, 2011, p. 55.

régime ». En effet, en termes géostratégiques purs, Israël et Iran ne sont pas des adversaires militaires directs⁹⁸, ils ne partagent pas de frontières, n'ont pas de conflits territoriaux historiques et ne sont historiquement pas tournés vers les mêmes zones d'influence. Dès lors, les raisons de cette rivalité qui ne cesse d'être exacerbée sont plus complexes et doivent être cherchées ailleurs. L'histoire nous permet également de nous rendre compte que certains paramètres, bien qu'importants aujourd'hui, doivent être remis en contexte, à commencer par l'aspect purement religieux. À titre d'exemple, le programme nucléaire iranien, qui cristallise aujourd'hui les tensions, n'a jamais été directement dirigé vers Israël avant ou après la Révolution islamique mais est devenu un facteur de tension par la suite. Pour comprendre comment cette rivalité s'est développée, il semble pertinent de revenir sur les principes idéologiques qui construisent la perception de la société internationale pour la République islamique ainsi que les éléments stratégiques et sécuritaires qui structurent les rapports de force entre Téhéran et Tel Aviv.

3.1. Entre nationalisme iranien et idéologie révolutionnaire

La vision que projette la République islamique sur Israël est intrinsèquement liée à son inimitié envers les États-Unis plus que pour quelque forme de rivalité régionale⁹⁹. Cette relation conflictuelle avec l'Occident et avec Washington en particulier renvoie aux fondements même de l'idéologie révolutionnaire iranienne. La rhétorique anti-américaine est rapidement devenue une force de mobilisation dans les discours révolutionnaires, Mohammed-Reza Djalili et Thierry Kellner en diront d'ailleurs que : « Depuis la prise d'otage, le 4 novembre 1979, d'une cinquantaine de diplomates à l'ambassade américaine de Téhéran, l'antiaméricanisme est devenu le socle idéologique principal sur lequel repose tout l'édifice du pouvoir iranien¹⁰⁰ ». Cette situation fait en sorte que l'ensemble de politique étrangère iranienne soit conditionné par cette opposition viscérale à toutes les formes que peut prendre l'impérialisme américain dans les relations internationales à commencer par sa relation privilégiée avec Israël mais aussi avec l'Arabie saoudite. La nature même de l'État iranien, qui est une théologie constitutionnelle avec un régime présidentiel, fait en sorte qu'un changement de paradigme concernant la

⁹⁸ AYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, National Defense Research Institute, 2011, p. 55.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 57.

¹⁰⁰ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, 3^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2022, p. 257.

position vis-à-vis des États-Unis est impossible car un tel chamboulement provoquerait le délitement de l'ensemble de l'idéologie d'État.

Pour bien comprendre ce point, il est important de rappeler que la République islamique d'Iran possède un des systèmes politiques les plus complexes avec un régime reposant à la fois sur la légitimité théocratique et la légitimité populaire¹⁰¹. Si la volonté de l'Ayatollah Khomeïni est alors de devenir *l'Imam*, le « guide » de la révolution, il est important de préciser que la vision de l'Imam dans le chiisme diffère de celle de *l'Imam-calife* du sunnisme¹⁰². Ainsi, *l'Imam* que représente l'ayatollah n'est qu'un leader spirituel guidant l'*Oumma* en attendant le retour du Mahdi, de l'*Imam* caché. Cette institutionnalisation du chiisme duodécimain au travers du principe de *velayat-e faqih*, aussi appelée « tutelle du jurisconsulte », mis en parallèle avec un processus d'élections démocratiques plonge, selon Clément Therme, l'Iran dans une « impossible quête de démocratie islamique¹⁰³ ». C'est effectivement cette situation complexe qui a toujours mis l'Iran sous pression au moment de mener des politiques cohérentes sur la scène internationale car il existe une « forme de pression sur les politiques étrangères et domestiques de la République islamique [venant] du besoin de réconcilier les inquiétudes internationales quant aux intérêts iraniens avec les inquiétudes domestiques concernant l'Islam chiite et l'idéologie révolutionnaire¹⁰⁴ ». Ces paradoxes peuvent, par exemple, s'exprimer lorsque Téhéran apporte son soutien à l'Arménie dans son conflit face à l'Azerbaïdjan alors que ce pays est, avec Bahreïn, l'un des seuls autres États que l'Iran à posséder une population majoritairement chiite¹⁰⁵ ou à soutenir des mouvements sunnites au Moyen-Orient malgré leurs désaccords religieux.

À l'heure actuelle, Israël est vue par Téhéran comme étant le bras armé de Washington qui représente une menace globale pour l'ensemble du Moyen-Orient. Dans la rhétorique des leaders iraniens, on qualifie d'ailleurs les États-Unis et son allié Israélien respectivement de

¹⁰¹ NAHAVANDI Firouzeh, *Iran*, 3^e édition, Monde arabe/Monde musulman, de Boeck, 2020, p. 59.

¹⁰² TODOROVA Bogdana, « Khomeïni's political-religious approach of the 'Iranian nation' », *Politikologija religije*, vol. 14, n°1, 2020, pp. 40-41.

¹⁰³ THERME Clément, « L'Iran depuis la fin de la guerre froide : l'impossible quête d'une démocratie islamique », *Confluences Méditerranée*, n°100, 2017, p. 155.

¹⁰⁴ KAREGA Sekou S., « Political transition in Iran : the ideological struggle for power within the Islamic Republic », Calhoun, disponible à l'adresse suivante : <http://hdl.handle.net/10945/5900> (consulté le 10 mai 2020), p. 5.

¹⁰⁵ DA LAGE Olivier, « L'apparence du religieux », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n°97, 2016, p. 51.

« Grand Satan » et de « Petit Satan »¹⁰⁶. De plus, depuis la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, les invitations à la destruction de l'État hébreu se sont banalisées dans le discours officiel, bien que la négation de l'Israël fasse partie des dogmes du régime¹⁰⁷. On peut par exemple citer la volonté exprimée par l'ayatollah Khamenei à armer la Cisjordanie de missiles comparables à ceux que l'on peut trouver dans l'arsenal du Hamas dans la bande de Gaza. La multiplication des propos antisémites et négationnistes dans la rhétorique du régime lors des périodes de contestation populaire marque également une tendance idéologique forte : celle de la « création de l'ennemi ». Le discours violent et orienté vers une catégorie ethnique particulière est un élément récurrent dans les nationalismes religieux¹⁰⁸ mais le cas de l'Iran est particulier puisque la notion de nationalisme y est très contestée¹⁰⁹. En effet, l'idéologie révolutionnaire rejette toute forme de nationalisme au sens strict du terme puisque la nature même du régime est de s'étendre à l'ensemble de la communauté des croyants (*Oumma*) et non d'être rattachée à un territoire et à une histoire en particulier, la Perse pour ne pas la citer. Néanmoins, dans les faits, la population iranienne reste très attachée à son passé préislamique, ce qui a pu expliquer le recours à des formes de nationalismes héritées de cette période dans la catégorie de nouveaux leaders qui émergera à partir de la fin des années 1990. Nous avons déjà abordé le cas du discours islamo-nationaliste de Mahmoud Ahmadinejad dans la partie historique mais cette rhétorique est fondamentale dans la construction d'Israël comme ennemi de tous les iraniens, encore utilisée aujourd'hui et qui se renforce d'autant plus aux moments de grandes contestations sociales. Bien que le peuple iranien ne ressente pas une animosité particulière à l'encontre du peuple israélien, la répétition du discours permet de focaliser l'attention du peuple ailleurs que sur la responsabilité des gouvernants sur la situation sociale en cours. Dans cette optique le nationalisme religieux « fabrique un ennemi »¹¹⁰ facilement identifiable et désigné, de façon victimaire, comme étant la seule et unique cause de tous les malheurs du peuple. Dans notre cas, il s'agit d'Israël qui agit comme l'extension de l'hégémonie américaine, porte une menace sur l'ensemble de la *Oumma* et provoque les

¹⁰⁶ MARTEU Elisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 113.

¹⁰⁷ PEREZ Sarah, *Iran – Israël : une guerre technologique, Les coulisses d'un conflit invisible*, op. cit., p. 16.

¹⁰⁸ DA LAGE Olivier, « Introduction », dans DA LAGE Olivier (dir.), *Nationalismes religieux, Moyen-Orient*, op.cit., p. 10.

¹⁰⁹ THERME Clément, « Iran – La Nation à l'épreuve de la Révolution islamique de 1978-1979 », dans DA LAGE Olivier (dir.), *Nationalismes religieux, Moyen-Orient*, op.cit., p. 96.

¹¹⁰ DA LAGE Olivier, « Introduction », dans DA LAGE Olivier (dir.), *Nationalismes religieux, Moyen-Orient*, op.cit., p. 10.

sanctions internationales qui plongent la population iranienne dans la crise¹¹¹. Olivier Da Lage résume ce processus en ces termes : « [...] Il suffit de trouver une explication apparemment logique et rationnelle, une cause unique, une causalité diabolique, et d'en faire un bouc émissaire »¹¹².

En résumé, Téhéran utilise envers Israël une rhétorique violente et insultante en rendant à la fois Tel Aviv et Washington comme principaux responsables des maux qui courent tant au sein de la société iranienne que dans tout le reste du monde musulman. Au fil du temps, la destruction de l'État hébreu est devenue un véritable *leitmotiv* du régime iranien¹¹³. Dans cette optique, Iran se place en victime de l'impérialisme américain et défenseur de la cause de l'*Oumma*. Bien qu'ayant rencontré un succès relatif durant les années 1990 et 2000 au sein de la population iranienne et ayant même entraîné la sympathie d'une partie de l'opinion publique arabe dont les États ne prenaient plus la défense de la cause palestinienne¹¹⁴, ce discours sonne de nos jours comme un disque rayé pour la population iranienne.

3.2. Enjeux géostratégiques dans la région du Moyen-Orient

Dans son ouvrage *Géopolitique de l'Iran, les défis d'une renaissance*, Bernard Hourcade identifie trois types de défis majeurs auxquels doit faire face l'Iran en matière de politique étrangère : « les défis de l'indépendance », « les défis islamiques » et « les défis diplomatiques d'une ambition mondiale »¹¹⁵. Cette section se focalisera principalement sur ce que Bernard Hourcade appelle les défis « islamiques » et « diplomatiques » avec l'intégration des nouveaux intérêts iraniens dans la région du Levant, rapprochant ainsi Téhéran de la zone d'influence israélienne¹¹⁶.

La volonté d'exportation de la Révolution islamique et de son idéologie en dehors des frontières iraniennes pour créer une nouvelle communauté musulmane internationale fut l'une

¹¹¹ HOLLIDAY J. Shabnam, « Populism, the International and Methodological Nationalism: Global Order and the Iran-Israel Nexus », *op. cit.*, p. 10.

¹¹² DA LAGE Olivier, « Introduction », dans DA LAGE Olivier (dir.), *Nationalismes religieux, Moyen-Orient*, *op.cit.*, p. 10.

¹¹³ PEREZ Sarah, *Iran – Israël : une guerre technologique, Les coulisses d'un conflit invisible*, *op. cit.*, p. 16.

¹¹⁴ RABI Uzi & MUELLER Chelsi, « The Geopolitics of Sectarianism in the Persian Gulf », *op. cit.*, p. 57.

¹¹⁵ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, *op. cit.*, pp. 125-146.

¹¹⁶ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, *op. cit.*, p. 118.

des pierres angulaires de la construction de la politique étrangère de Téhéran depuis 1979. Elle constitue également l'origine de la crainte des autres acteurs régionaux qui craignaient de rapidement voir arriver la propagande tiers-mondiste du nouveau régime et de trouver un écho notamment au sein des nombreuses communautés chiites du Golfe mais également de tous les mouvements contestataires et fondamentalistes, même sunnites. Néanmoins, bien que le chiisme duodécimain reste la religion d'État en Iran, les ambitions du régime sont toujours restées universalistes et visaient à regrouper l'ensemble de l'*Oumma*¹¹⁷, si pas sous un même drapeau, a minima dans une même optique panislamiste. Alors que la Révolution approche aujourd'hui des 45 ans, force est de constater que cette volonté d'exportation de l'idéologie révolutionnaire est globalement un échec, bien que l'Iran ait réussi à se créer une certaine zone d'influence au Moyen-Orient mais sans pour autant s'imposer comme une puissance hégémonique régionale. Malgré cet échec global, Téhéran a réussi à saisir l'opportunité depuis le début des protestations populaires qui ont mené à ce qui fut appelé le « Printemps des peuples arabes » à faire peser son influence dans les conflits qui frappent aujourd'hui le Moyen-Orient, que ce soit en Syrie via le support à certains groupes djihadistes sunnites comme *Hayat Tahrir* ou l'État islamique (EI) ou au Yémen via le groupe zaydite des Houthis¹¹⁸.

Malgré le fait que les objectifs initiaux de 1979 n'ont clairement pas été rencontrés, il est important de noter que l'Iran possède aujourd'hui une place bien plus importante dans le monde musulman que ce que n'avait l'Iran des Pahlavi¹¹⁹, dont le rôle sur la scène régionale était principalement de coordonner les intentions américaines. Le Hezbollah est, entre autres, un allié qui n'a cessé de grandir en influence au Proche-Orient et permet de continuer à mettre la pression au plus proche sur le rival israélien. Néanmoins, il est important de ne pas réduire le Hezbollah comme étant le simple bras armé de l'Iran au Liban. Si l'arsenal idéologique du mouvement est fondamentalement lié à la doctrine Khomeyniste, le Hezbollah est avant tout un produit libanais qui vise à défendre les intérêts libanais, notamment via la doctrine de l'ayatollah libanais Mohammed Hussein Fadlallah¹²⁰. Il ne faut donc pas oublier que le Hezbollah a ses propres intérêts à défendre et n'est pas un pantin dirigé par le régime iranien, bien que celui-ci restera très certainement son meilleur soutien et allié de force avec une influence certaine. Face à l'échec de l'unification de l'*Oumma*, l'Iran a tenté de devenir le

¹¹⁷ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 131.

¹¹⁸ COLVILLE Thierry, *L'Iran, une puissance en mouvement*, op.cit., p. 140.

¹¹⁹ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 134.

¹²⁰ LEROY Didier, *Le Hezbollah libanais, de la Révolution iranienne à la guerre syrienne*, p. 58.

principal défenseur des différentes communautés chiites du monde arabe comme en Irak, au Liban, au Koweït, au Bahreïn ou encore en Arabie saoudite¹²¹, rival régional.

Au-delà de ses alliés non-étatiques, l'Iran peut aussi compter sur le soutien de quelques régimes du monde chiite avec l'Irak ou les alaouites de Syrie, où la guerre a créé des « opportunités pour des acteurs ayant de larges ramifications sur le plan de la sécurité régionale et internationale »¹²². Si l'Iran a su devenir un allié de luxe pour ces régimes, Téhéran n'a pas réussi à pouvoir y imposer son dogme du *velayat-e faqih*, qui reste toujours trop lié à l'État iranien et à l'histoire persane¹²³, comme cela a été abordé dans la section historique.

Cet ensemble de soutien, qui s'est construit principalement lors de la dernière décennie a donné ce qui sera nommé comme étant « l'Axe de la résistance » par Téhéran¹²⁴¹²⁵ mais également, de manière assez péjorative, le « Croissant chiite » chez ses rivaux et dans le camp occidental. Cet axe de résistance est composé de la Syrie, de l'Irak, du Hezbollah libanais, du Hamas et du Yémen qui s'articulent autour de la puissance iranienne. Le but de cet axe est de former une résistance à l'influence israélienne et américaine au Moyen-Orient et d'isoler l'Arabie saoudite, alliée de Washington, dans la lutte pour l'hégémonie régionale, dans ce que certains appellent la « nouvelle guerre froide au Moyen-Orient »¹²⁶. Toutefois, l'Iran ne domine pas et n'a pas placé une forme de tutelle sur ces acteurs qui restent indépendants mais parraine ce mouvement en étant le principal financier et pourvoyeur de moyens militaires¹²⁷. L'établissement de cet axe permet également de renforcer la position de tous ses chaînons dont le Hezbollah dont la puissance est un atout majeur pour Téhéran pour faire pencher en sa faveur le rapport de force avec Israël dans le conflit qui les oppose.

Un autre paramètre important dans les défis liés à la politique étrangère iranienne est la défense du territoire national même. Cet objectif peut également expliquer la création de l'axe précédemment abordé qui permet de former une barrière face aux menaces régionales

¹²¹ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 134.

¹²² GRUMET Tali R., « New Middle East Cold War: Saudi Arabia and Iran's Rivalry », op. cit., p. 118.

¹²³ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 135.

¹²⁴ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, 3^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2022, p. 305.

¹²⁵ COLVILLE Thierry, *L'Iran, une puissance en mouvement*, op.cit., p. 146.

¹²⁶ THERME Clément, « La nouvelle guerre froide entre l'Iran et l'Arabie Saoudite au Moyen- Orient », *Confluences Méditerranée*, n°88, 2014, p. 113.

¹²⁷ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, 3^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2022, p. 305.

notamment via la sécurisation de la frontière avec l'Irak, historiquement sensible depuis 1979. De plus, l'Iran veut devenir une « plaque tournante entre l'Asie et l'Europe »¹²⁸ avec l'établissement d'un « corridor stratégique » qui irait du port de Chabahor (Sud-Est de l'Iran) à celui de Lattaquié (Ouest de la Syrie) et qui pourrait permettre une augmentation d'exportations iraniennes de pétrole dans la région. L'ensemble permettrait à l'Iran de développer encore plus son *soft power*, basé à la fois sur son patrimoine historique, son idéologie religieuse et ses capacités financières, afin de maximiser sa sécurité, bien que les récents événements aient bien évidemment marqué un sérieux coup d'arrêt dans les ambitions iraniennes à court et moyen terme.

On peut donc noter que la stratégie adoptée par l'Iran dans sa manière de mener sa politique étrangère mêle à la fois idéologie et pragmatisme politique : le symbolique reste important et « l'axe de résistance » en est l'illustration mais le régime a su profiter des opportunités contextuelles pour se former un réseau de relais¹²⁹ ou *proxies* dans la région dans le but d'asseoir sa domination via son *soft power*.

3.3. L'omniprésence de la question nucléaire et de l'ombre américaine

Comme ce travail l'a démontré dans sa première partie, la question nucléaire est un paramètre fondamental des rapports qu'entretient la République islamique avec ses voisins et certains rivaux sur la scène internationale, en particulier Israël et les États-Unis. Alors que l'Iran se plaçait plus dans un optique d'être une « puissance du seuil » au début des années 2000, la présidence d'Ahmadinejad a changé les ambitions iraniennes vers la pleine capacité nucléaire. Le développement des programmes nucléaires iraniens est lié au changement de perception d'Israël par Téhéran, passant d'ennemi du pouvoir à véritable menace géopolitique directe¹³⁰. Dans ce sens, l'obtention de l'arme nucléaire permet à l'Iran de rééquilibrer le rapport de force avec Israël qui est considérée par l'essentiel de la communauté internationale comme étant une puissance nucléarisée, bien que l'État hébreu n'ait jamais officiellement reconnu posséder d'ogives nucléaires sur son territoire. C'est à ce moment que se propage de manière durable la

¹²⁸ COLVILLE Thierry, *L'Iran, une puissance en mouvement, op.cit.*, p. 147.

¹²⁹ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, 3^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2022, p. 305.

¹³⁰ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, National Defense Research Institute, 2011, p. 70.

crainte d'un Iran nucléarisé sur la scène internationale et provoque des sanctions sans précédent¹³¹, plongeant le pays dans une nouvelle période de crise économique.

Une sortie de crise est aperçue au moment de la signature de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPOA) le 14 juillet 2015. Cet accord permettait à la fois à l'Iran de continuer son programme nucléaire dans un cadre civil avec une limite d'enrichissement de l'uranium fixée à 3,67%¹³². Malgré les avancées réalisées par les négociateurs américains et les conservateurs modérés iraniens, le Président Rohani en tête, des oppositions se font ressentir chez les plus conservateurs des deux camps et également depuis Riyad ou encore Tel Aviv qui craint une forme de normalisation des relations entre Washington et son « ennemi existentiel ». En effet, pendant et après les négociations, l'ayatollah Khomeyni ne cessera de mettre des bâtons dans les roues aux négociateurs iraniens et continuera ses discours hostiles envers les États-Unis qui, selon lui, ne sont pas dignes de confiance. Dans la logique révolutionnaire, le fait qu'Israël soit le seul à pouvoir jouir du monopole nucléaire au Moyen-Orient est une injustice flagrante. D'autant plus que la technologie nucléaire est un outil fondamental pour se garantir de pouvoir prétendre à la domination régionale¹³³. Les conservateurs iraniens mettent également en exergue les incohérences occidentales par rapport au nucléaire et la différence de traitement existant à l'égard des programmes nucléaires de pays considérés comme ennemis. Cette différence se matérialise encore aujourd'hui d'ailleurs par l'accumulation des sanctions prises presque sans relâche contre l'Iran alors que le monde occidental avait toléré l'acquisition de l'arme atomique par des pays de la région non-signataires du TNP comme Israël ou le Pakistan¹³⁴.

Dans un sens, l'histoire donnera en partie raison aux conservateurs puisque l'arrivée à la Maison blanche de Donald Trump, dont le retrait sur le JCPOA était une promesse de campagne, quelques années plus tard, enterrera tous les efforts faits entre 2013 et 2017. De plus, il interdira aux ressortissants iraniens d'obtenir un Visa vers les États-Unis et encouragera à l'Arabie saoudite de former une coalition anti-iranienne¹³⁵, renforçant la rivalité grandissante entre les deux plus grandes puissances du Golfe persique. Si les critiques de l'administration

¹³¹ CIZEL Annick, « L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 22.

¹³² COLVILLE Thierry, *L'Iran, une puissance en mouvement*, op.cit., p. 112.

¹³³ CIZEL Annick, « L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 109.

¹³⁴ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p. 20.

¹³⁵ DAZI-HÉNI Fatiha, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, 2^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2020, p. 304.

Trump à l'encontre de cet accord pouvaient s'entendre, elles ne justifiaient sans doute pas un retrait pur et dur qui n'aide certainement pas à trouver de meilleur compromis et provoque un retour des tensions pré-2015. La sortie de l'accord était menée dans la logique de la politique dite de « pression maximale » sur Téhéran. Cette pression s'est faite notamment par le rétablissement des sanctions levées en 2016, après l'entrée en vigueur des accords, pour forcer l'Iran à renégocier un nouvel accord avec la nouvelle administration¹³⁶. Ce type de politique pousse l'État-cible à une réponse presque toujours violente ou agressive¹³⁷ dans le but de décrédibiliser le pouvoir en place et de faire pencher dans son sens le rapport de force au sein du processus de négociation, puisque les nouvelles conditions apportées sur la table sont totalement insoutenables et inférieures à l'accord précédent.

Le cas du retrait de l'administration Trump est un cas intéressant permettant de se pencher sur les prises de décisions faites par les États-Unis sur la question iranienne et qui conditionnent également la position de Téhéran sur la scène internationale. Si certains auteurs pointent du doigt la volonté de Trump de s'en prendre à « l'héritage de Barack Obama »¹³⁸, d'autres en revanche pointent du doigt le poids du passé lié à un sentiment de trahison dans la classe dirigeante américaine ayant vécu les événements de 1979. Annick Cizel parle d'ailleurs « d'hubris humiliée »¹³⁹ de la superpuissance américaine au moment d'évoquer le sentiment provoqué par le changement brutal de position de l'Iran, jusqu'alors fils prodigue des États-Unis dans la région. En effet, présent dans la sphère intime de Washington de 1953 à 1979, l'Iran était à la fois un allié proche et solide mais également le pays le plus stable du Moyen-Orient. De son côté, Marie Durrieu dépeint « l'humiliation » comme étant « la variable oubliée des négociations »¹⁴⁰. Selon elle, l'humiliation, en plus d'altérer les processus de négociations dans le cadre d'accords, provoque souvent l'échec de leurs mises en œuvre et dans ce cas-ci leurs ruptures pures et simples. Vu sous cet angle, les décisions de l'administration Trump d'affaiblir l'Iran et de renforcer la position de ses alliés dans la région que sont Israël et l'Arabie saoudite peuvent à la fois être vues comme étant une manière de prendre une forme de revanche

¹³⁶ HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 120.

¹³⁷ CIZEL Annick, « L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 33.

¹³⁸ COLVILLE Thierry, *L'Iran, une puissance en mouvement*, op.cit., p. 120.

¹³⁹ CIZEL Annick, « L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 20.

¹⁴⁰ DURRIEU Marie, *Du conflit israélo-palestinien au nucléaire iranien : l'humiliation, la variable oubliée des négociations*, Bibliothèques de l'iReMMO, L'Harmattan, 2021, p. 104.

sur l'humiliation vécue tout en respectant une forme de « doctrine du retrait »¹⁴¹, héritée de Richard Nixon, visant à laisser la sécurité régionale aux acteurs locaux alliés. Elle comporte néanmoins certains risques stratégiques pour les États-Unis quand on voit la place importante que commence à prendre la Chine au Moyen-Orient. En plus d'être devenu depuis 2016¹⁴² le principal partenaire commercial de l'Iran, Pékin est également très récemment à l'origine des récents rapprochements diplomatiques entre Riyadh et Téhéran. La multiplication des partenariats chinois avec les acteurs régionaux, même alliés américains comme l'Arabie saoudite, éveillent ainsi les inquiétudes américaines et israéliennes face à un retrait complet. De plus, la « pression maximale » imposée par Washington a poussé Téhéran à opter pour une stratégie de « résistance maximale »¹⁴³, notamment par le sabotage d'infrastructures pétrolières du CCG, ce qui pousse son leader, l'Arabie saoudite, à ouvrir les négociations.

Cette section est une étape importante pour connaître les véritables enjeux de la politique étrangère iranienne à l'encontre d'Israël. Trop souvent résumée au seul aspect religieux, l'action de la République islamique sur la scène régionale et internationale est conduite avant tout par une volonté de pragmatisme politique et de défense de la légitimité du régime en place. Malgré l'échec de la stratégie d'exportation de la Révolution islamique au-delà des frontières nationales, l'Iran a su se créer un « axe de résistance » qui permet au régime d'être influent sur la scène régionale. Malgré les nombreux paradoxes entre la nature du régime et l'action concrète au niveau international, l'Iran a réussi à se créer une certaine zone d'influence, à la fois avec des acteurs étatiques (Syrie, Irak) et non-étatiques (Hezbollah, Houthis) qui la rend menaçante pour ses adversaires régionaux comme Israël ou l'Arabie saoudite. Au-delà de son influence et de son *soft power*, l'Iran se montre également menaçant par l'existence d'un programme nucléaire militaire, relancé au début des années 2000. Le retrait américain du JCPOA en 2017 a réouvert la voie à un Iran nucléarisé et fut révélateur de la rancœur encore vive d'une partie du monde politique américain envers l'Iran qui était un allié proche avant 1979. Actuellement, les négociations réouvertes en 2021 entre l'administration Biden et Téhéran avancent à pas feutrés¹⁴⁴ avec à la fois l'arrivée d'Ebrahim Raïssi au pouvoir et les

¹⁴¹ BLIN Louis, « Les relations Iran-Arabie saoudite : la rivalité structurante », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution, op. cit.*, p. 146.

¹⁴² KELLNER Thierry, « La Chine et l'Iran : une « alliance en formation ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n° 113, 2020, p. 162.

¹⁴³ FATHOLLAH-NEJAD Ali, « L'Iran et le Conseil de coopération du Golfe : des relations entre un aveugle et un sourd », *op.cit.*, p. 174.

¹⁴⁴ CHAKER Rachid, « Les premiers pas du président Biden au Moyen-Orient », *Politique Étrangère*, vol. 3, n°1, 2021, pp. 111-112.

soulèvements populaires des derniers mois en Iran. Néanmoins, malgré un environnement complexe, il est fort à parier qu'en cas de maintien du régime, un accord similaire à celui de 2015 puisse être retrouvé entre les différentes parties qui doivent se sortir de la crise.

4. Conséquences de la politique iranienne sur le comportement d'Israël sur la scène internationale : isolement de « l'ennemi existentiel »

Après avoir analysé et caractérisé la politique étrangère iranienne et spécifiquement son rapport à l'existence de l'État hébreu, cette section aura pour but d'analyser les conséquences de cette politique sur l'action internationale d'Israël. Après l'escalade des provocations et menaces venues de Téhéran depuis le début du 21^{ème} siècle et du rapprochement récent avec de nombreux pays arabes, l'Iran est devenu le principal ennemi d'Israël. Son programme nucléaire militaire, ses capacités militaires et son influence régionale renforcée¹⁴⁵ au plus près de ses frontières, sont autant de menaces qui nourrit un sentiment de « paranoïa » chez les dirigeants israéliens. Dans les faits, Tel Aviv aborde aujourd'hui toutes les déstabilisations régionales sous le prisme de l'Iran¹⁴⁶, du « Printemps arabe », à la guerre au Yémen en passant par l'avènement de l'État islamique. Même si la rivalité entre les deux États est finalement assez récente au regard de l'histoire, les divergences sont désormais irréconciliables au point où les dirigeants israéliens parlent aujourd'hui de la République islamique comme étant une « menace existentielle »¹⁴⁷ pour Israël.

Cette section se décomposera en trois parties qui correspondent aux trois grands défis auxquels est confronté Israël face à la politique étrangère iranienne. Le premier d'entre eux et celui qui est presque omniprésent dans la rhétorique de Benjamin Netanyahu est le programme nucléaire iranien autour duquel s'articule désormais la doctrine de défense israélienne. Ensuite, le cas du Hezbollah libanais sera abordé. La partie historique nous a déjà éclairé sur les rapports entre l'organisation et Téhéran mais nous nous intéresserons ici, plus particulièrement, à la perception israélienne de la menace qu'elle porte sur sa sécurité. Enfin, le dernier élément sera

¹⁴⁵ BORDES Marjorie & HANNE Olivier, *Géopolitique du golfe Persique*, op. cit., p. 104.

¹⁴⁶ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, op. cit., p. 19.

¹⁴⁷ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 109.

le rapprochement avec certains acteurs arabes de la région et la relation spéciale qui lie Tel Aviv à Washington au-delà de l'alliance stratégique pour la stabilité du Moyen-Orient.

4.1. L'obsession du nucléaire iranien

Dans la rivalité stratégique qui caractérise la relation entre les deux États, le facteur nucléaire est d'une importance majeure. En effet, la « compétition pour le contrôle de la technologie nucléaire »¹⁴⁸ est structurante dans la manière d'agir de l'un et de l'autre sur la scène internationale. Pour l'Iran, l'obtention de l'arme nucléaire s'inscrit dans la perspective de dominer la région mais aussi de devenir une « force de dissuasion face à son ennemi saoudien »¹⁴⁹ et d'être en mesure de rééquilibrer le rapport de force avec Israël, « puissance nucléaire de facto »¹⁵⁰. Téhéran considère en effet que le fait qu'Israël possède l'arme nucléaire est une menace pour sa sécurité mais aussi pour la stabilité du Moyen-Orient. En face, Israël veut à tout prix conserver son monopole atomique, étant le seul pays non-musulman de la région et historiquement menacé depuis son indépendance en 1948, plongeant ainsi la région dans un *complexe sécuritaire*¹⁵¹. Cette situation fera d'ailleurs dire à Samuel Huntington que le Moyen-Orient est aujourd'hui encore le « deuxième cercle d'instabilité nucléaire »¹⁵² derrière l'Asie du Sud (Chine, Pakistan et Inde).

Pour mieux comprendre la position israélienne sur la question du nucléaire iranien, il faut également aborder la doctrine nucléaire israélienne. Certains ont estimé que les origines du programme nucléaire israélien pourraient remonter à la crise du Canal de Suez en 1958 ou bien encore à l'indépendance de l'État, dix ans plus tôt, en 1948, les bases remontant en fait bien avant la naissance même d'Israël en tant qu'État. L'élaboration de ce programme répond à la volonté des sionistes de la première partie du 20^e siècle de répondre à deux principes idéologiques majeurs : le « *plus jamais Massada* » et le « *complexe d'Auschwitz* »¹⁵³. Dans les deux cas, cela correspond au fait d'éviter, coûte que coûte, la destruction de la communauté

¹⁴⁸ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 109.

¹⁴⁹ PEREZ Sarah, *Iran – Israël : une guerre technologique, Les coulisses d'un conflit invisible*, op. cit., p. 32.

¹⁵⁰ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p. 120.

¹⁵¹ BORDES Marjorie & HANNE Olivier, *Géopolitique du golfe Persique*, op. cit., p. 13.

¹⁵² HUNTINGTON Samuel, *The clash of civilizations and the remaking of world order*, Simon and Schuster, 1996, p. 87.

¹⁵³ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p. 25.

juive. C'est de cette volonté de créer un nouvel État et de cette peur panique de la destruction de son peuple que la solution nucléaire sera considérée comme étant la seule à pouvoir assurer une pérennité au projet d'un État juif. C'est ainsi qu'au début des années 1940 naîtra le programme nucléaire israélien, lui-même inspiré du projet *Manhattan* américain auquel de nombreux savants juifs du monde entier ont participé, sous la direction scientifique d'Ernst Bergmann et la supervision politique de David Ben Gourion¹⁵⁴. La volonté globale est ainsi, avant même la naissance du proto-État, de se doter de l'arme nucléaire afin de rendre sa destruction impossible et inenvisageable.

Comme abordé précédemment, Israël est un État officiellement doté de l'arme nucléaire (EDAN), c'est-à-dire que, malgré n'avoir jamais officiellement reconnu la posséder, l'ensemble de la communauté internationale considère l'État hébreu comme faisant partie des neuf puissances nucléarisées aux côtés des États-Unis, de la Russie, de la France, du Royaume-Uni, de la Chine, de la Corée du Nord, de l'Inde et du Pakistan. Israël fait partie, avec les trois derniers cités, des États possédant l'arme nucléaire sans être signataire du TNP mais est le seul à n'avoir jamais reconnu la posséder. La non-signature du Traité par Israël n'est pas innocente car elle permet à Tel Aviv de maintenir le flou sur ses capacités réelles et de continuer à maintenir ses programmes nucléaires supposés sans avoir à rendre de comptes à l'AIEA.

Cette opacité israélienne s'explique de plusieurs manières. D'une part, Israël peut se permettre de ne pas clairement dévoiler son jeu, étant de toute manière déjà protégé par le parapluie nucléaire de ses alliés occidentaux, les États-Unis et la France en tête (qui ont, d'ailleurs, tous deux joué un grand rôle dans l'élaboration du programme nucléaire israélien). D'autre part, se trouvant dans une région s'apparentant le plus souvent à une poudrière, cela permet de conserver une ambiguïté constante qui prévient toute attaque extérieure d'une réponse d'une force imprévisible. Cette opacité se retrouve également dans les déclarations officielles, notamment quand Shimon Pérès parlera du réacteur atomique de Dimona, central dans le programme nucléaire, comme d'une « usine textile »¹⁵⁵. Il répétera comme ses successeurs qu'Israël ne serait pas le premier pays à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient, ce qui laisse également transparaître une position défensive de « no first use ». Cette ambiguïté sémantique permet également de classer toute intervention ou éventuel dérapage dans l'ordre du bluff, ce qui ne fait que renforcer l'opacité. Ainsi, « l'État hébreu ne communique pas sur

¹⁵⁴ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p. 25.

¹⁵⁵ *Ibid.*

son arsenal mais laisse judicieusement quelques journalistes et universitaires distiller quelques confidences, qui n'en sont pas en réalité. C'est la *dissuasion de papier* »¹⁵⁶. Un autre paramètre important de cette doctrine est la volonté d'Israël de continuer à défendre son monopole supposé dans la région pour éviter que tout autre État ne puisse avoir des prétentions hégémoniques dangereuses pour l'État hébreu, ce que Téhéran vit comme une réelle injustice.

Face aux provocations répétées de Téhéran, Netanyahu a souvent menacé en retour de s'attaquer aux installations nucléaires iraniennes¹⁵⁷, comme cela a déjà été fait dans le passé en Irak ou en Syrie. Néanmoins, sur ce dossier, Israël ne peut agir sans l'aval de son allié américain qui, sous Obama¹⁵⁸ pas plus que sous Trump ou Biden n'aurait autorisé ce type d'attaque préventive. Aujourd'hui, Israël craint avant tout une forme d'encerclement de l'Iran et de ses alliés. Ceci rend le monopole nucléaire encore et toujours plus déterminant pour assurer sa défense. Du point de vue israélien, le fait que l'Iran puisse se doter de l'arme nucléaire pourrait créer un « parapluie nucléaire » autour de ses alliés, lesquels auraient la possibilité d'agir plus agressivement envers Israël¹⁵⁹. De plus, les analystes craignent qu'un Iran nucléarisé soit trop puissant et intimidant et pousse les pays arabes à se rallier derrière Téhéran, donnant de fait une allure hégémonique à la République islamique et créant un véritable encerclement d'Israël au Moyen-Orient.

Bien que ces peurs soient en partie fantasmées, elles sont néanmoins bien présentes dans la doctrine défensive israélienne et doivent être prises en compte au moment d'analyser les implications de la politique nucléaire iranienne dans l'action d'Israël. L'une des craintes majeures d'Israël serait ainsi un mouvement de prolifération horizontale de l'arme nucléaire dans la région. En effet, si l'Iran devenait une puissance nucléaire, elle créerait un *dilemme de sécurité* pour nombre de ses voisins et des grandes puissances du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite, la Turquie ou l'Égypte qui pourraient être tentées d'acquérir l'arme nucléaire et ainsi de mettre fin au monopole israélien dans la région, ce qui affaiblirait considérablement la position de Tel Aviv. Dans les faits, c'est bien de ça que se méfie Tel Aviv, plus que d'éventuelles frappes atomiques iraniennes. En effet, il semble peu probable pour les experts

¹⁵⁶ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p. 25.

¹⁵⁷ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 117.

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, op. cit., p. 27.

que l'Iran prenne le risque de subir le « principe de seconde frappe »¹⁶⁰ israélien et ainsi une destruction réciproque. Bien que l'éventualité d'une guerre directe entre les deux États soit exclue, « l'effacement des intérêts pragmatiques liant Tel Aviv et Téhéran »¹⁶¹ renforce d'autres types de combats, que ce soit diplomatiquement, technologiquement ou militairement.

4.2. Hezbollah

L'une des craintes majeures d'Israël pour sa sécurité territoriale est la menace représentée par le Hezbollah libanais. Établi dans le sud du Liban, où la communauté chiite locale a toujours été influencée par la situation politique de Téhéran¹⁶², le Hezbollah a l'opposition à l'existence d'Israël comme position majeure. Le « Parti de Dieu » est ainsi considéré depuis 1982 comme étant une menace pour la sécurité israélienne. Dès sa création, dans laquelle l'Iran a joué un grand rôle, l'organisation a défendu une position très marquée en faveur de la cause palestinienne dans le conflit qui les oppose à l'État d'Israël. En effet, les positions en matière de politique internationale sont très marquées et imprégnées de l'idéologie révolutionnaire iranienne anti-impérialiste et anti-Israël. De plus, les éléments de langage utilisés notamment par Hassan Nasrallah sont proches de ceux employés à la tête de l'État iranien avec pour exemple les expressions de « Grand » et de « Petit Satan » pour nommer respectivement les États-Unis et Israël. En parlant de ce dernier, Nasrallah utilise même la formule de « cancer sioniste »¹⁶³, pour évoquer l'État hébreu qu'il considère comme étant un « État raciste et terroriste »¹⁶⁴. Nasrallah est d'ailleurs un fervent militant de la réhabilitation de la résolution n°3379 de l'Assemblée Générale des Nations unies de 1975, qui considère « [...] que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination sociale [...] »¹⁶⁵. Il est toutefois important de noter que, malgré sa rhétorique belliqueuse à l'égard d'Israël, le Hezbollah s'est, au fil du temps, distancé de la vision antijudaïsme initiale pour aller vers l'antisionisme khomeyniste¹⁶⁶ qui excluait volontairement les juifs iraniens pour ne citer qu'eux.

¹⁶⁰ COHEN Samy, « Israël et l'Iran : la bombe ou le bombardement ? », *Politique Étrangère*, vol. 1, n°1, 2010, p. 115.

¹⁶¹ LENORMAND Quentin, « Les relations entre Israël et l'Iran : un partenariat officieux dans un contexte d'hostilité affichée », *Revue Défense Nationale*, hors-série, 2022, p. 58.

¹⁶² HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, op. cit., p. 204.

¹⁶³ KORBAN Aline, *L'évolution idéologique du Hezbollah : Analyse des discours d'Hassan Nasrallah*, op.cit., p. 93.

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ Résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations unies concernant l'Élimination de toutes les formes de discrimination raciale et reconnaissant le sionisme comme étant une forme de racisme et de discrimination raciale, adoptée lors de la séance n° 2400 le 10 novembre 1975.

¹⁶⁶ LEROY Didier, *Le Hezbollah libanais, de la Révolution iranienne à la guerre syrienne*, op.cit, p.24.

Dans un Liban déstabilisé et face à un gouvernement communautariste et corrompu, le Hezbollah a réussi à se frayer un chemin au sein de l'opinion publique pour grandir en importance et en influence au fur et à mesure des décennies, devenant même un véritable acteur politique depuis le milieu des années 1990. En plus de mobiliser de nombreuses troupes et d'avoir des ressources militaires fortes originaires principalement d'Iran et de Syrie, le Hezbollah tire à profit son « ambiguïté structurelle »¹⁶⁷ pour être d'une grande efficacité. En effet, le « Parti de Dieu » peut à la fois compter sur une aile politique et parlementaire qui représente ses intérêts sur la scène nationale libanaise et sur son aile militaire clandestine qui mène des actions aux frontières libanaises. Le summum de la tension fut atteint en juillet 2006 quand a éclaté la Seconde Guerre du Liban après l'assassinat de soldats israéliens et l'enchaînement de frappes de missiles sur le Nord du territoire israélien¹⁶⁸. Les conséquences sont assez lourdes pour Israël qui subira plus de 160 morts et plus de 500 000 personnes déplacées en interne après les plus de 6000 tirs de roquettes effectués par le Hezbollah.

Depuis la Seconde Guerre du Liban en 2006, qui affaiblira tant le Hezbollah que l'économie d'Israël, les tirs de missiles se sont raréfiés en direction des territoires israéliens mais la menace reste toujours vive. En réponse à cette guerre, Israël décide de renforcer sa capacité de « dissuasion cumulative »¹⁶⁹, c'est-à-dire la combinaison de dissuasion conventionnelle et non-conventionnelle, en renforçant significativement sa défense anti-missiles tout en poursuivant une tactique offensive dans une logique préventive. C'est dans cette optique qu'Israël n'a pas hésité depuis le début des affrontements en Syrie en 2011¹⁷⁰ à mener des attaques ciblées à l'encontre des bases stratégiques ou entrepôts du Hezbollah en territoire libanais.

4.3. Support américain et alliances nouvelles avec le monde arabe

Face aux menaces multiples qui lui font face, et plus particulièrement celle venue d'Iran depuis 1979, Israël peut toujours compter sur un allié de poids : les États-Unis. Ces derniers sont en effet un soutien infaillible à Israël depuis sa création. Dans la rhétorique, un parallèle a souvent été fait entre les sionistes de la première heure et les pionniers américains, créant des ponts

¹⁶⁷ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p.398.

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, op. cit., p. 119.

¹⁷⁰ TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, op. cit., p.399.

entre les deux États, entre les deux nations. Si Israël reste aujourd'hui un État globalement dépendant de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient, la question israélienne est néanmoins très présente dans les sphères intimes du pouvoir à Washington. Le « lobby pro-israélien »¹⁷¹ est d'ailleurs matérialisé, par exemple, par l'influence de l'AIPAC au niveau du Congrès américain et qui n'hésite pas à favoriser ou à décrédibiliser certains candidats à des postes clés de l'administration, au besoin. Cette influence a connu des sommets au début des années 2000 avec l'arrivée de l'administration de George W. Bush et un nouveau regain d'influence sous la présidence de Donald Trump avec le retrait du JCPOA et la reconnaissance officielle de Jérusalem comme étant la capitale de l'État d'Israël et le déménagement de l'ambassade américaine vers la ville sainte. Cette protection d'Israël est un des piliers de la politique moyen-orientale des États-Unis qui se conjugue avec la volonté américaine de maximiser son nombre d'alliés locaux pour avoir le contrôle sur une région aussi stratégique que le Moyen-Orient depuis le retrait britannique au début des années 1970. L'AIPAC fait également de la République islamique son principal ennemi et n'hésite pas à comparer l'Iran à l'Allemagne nazie, avec toutes les conséquences que l'on connaît sur le peuple juif, avec comme slogan « Never again ! »¹⁷². D'autres lobbies pro-israéliens comme le JCPA, *B'nai B'rith* ou *Israel Project* n'hésitent pas, depuis Jérusalem, Tel Aviv ou Washington à prolonger la propagande alarmiste des conservateurs de la Knesset jusqu'au Congrès américain.

Si nous sommes déjà revenus sur les différentes doctrines américaines dans la région et notamment le rôle joué par l'Iran avant 1979, ce principe de maximisation des alliances est aujourd'hui fondamental pour expliquer l'évolution récente des relations entre Israël et certains arabes de la région. Les accords d'Abraham rentrent pleinement dans le prolongement des deux piliers américains exposés précédemment. Ils permettent à la fois de créer des nouveaux accords avec des acteurs multiples du Moyen-Orient et de solidifier la position israélienne dans le jeu géopolitique régional voire de normaliser sur le long terme les relations entre Tel Aviv et certains acteurs arabes, le tout chapeauté par Washington. Ces accords, signés le 15 septembre 2020 à la Maison blanche entre Israël, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn (et rejoints plus tard par le Maroc et le Soudan) sont vus par Washington comme étant une pierre blanche pour concrétiser « leurs efforts à promouvoir une coopération régionale en matière sécuritaire

¹⁷¹ BLANC Pierre & CHAGNOLLAUD Jean-Paul, *L'invention tragique du Moyen-Orient*, Angles & Reliefs, Éditions Autrement, 2017, p. 65.

¹⁷² RABKIN M. Yakov, « La campagne contre l'Iran : le lobby sioniste et l'opinion juive », *op.cit.*, p. 201.

et économique ainsi que d'assurer une stabilité régionale »¹⁷³. Ces accords sont en partie motivés par la volonté de certains acteurs arabes d'à la fois diversifier leurs accords économiques et de sortir de la dépendance totale aux ressources naturelles et au changement de contexte auquel fait face le Moyen-Orient depuis les mouvements populaires de 2011. Ils sont également le symbole de la perte de popularité du nationalisme arabe du 20^{ème} siècle avec des États qui priorisent désormais leurs intérêts propres à la défense d'un « consensus panarabe »¹⁷⁴.

Deux facteurs expliquent en partie la décision de Bahreïn et des ÉAU de rejoindre les accords : la projection iranienne dans le conflit yéménite et la crainte d'un désengagement total des États-Unis de la région. Face à l'influence croissante de l'Iran dans la région, notamment via « l'axe de résistance » qui s'étend désormais jusqu'au Yémen et la crainte d'un Iran nucléaire, Bahreïn (qui possède une population majoritairement chiite) et les ÉAU (qui a des conflits territoriaux avec Téhéran dans le Golfe persique) craignent d'être les premières victimes de politiques invasives de la République islamique. D'autre part, les États du Golfe craignent un retrait américain de la région. Les deux États sont d'ailleurs, en partie, sous la protection de la cinquième flotte des États-Unis basée à Manama. Face à un potentiel retrait, la signature de ces accords peut constituer un double enjeu pour ces États du Golfe. Premièrement, un rapprochement avec Israël, qui restera malgré tout un allié américain de premier ordre, possède une expertise économique, technologique, militaire et sécuritaire¹⁷⁵ qui peut s'avérer nécessaire pour assurer leur propre autonomie face à l'Iran ou d'autres menaces même en cas de délaissement américaine. Deuxièmement, comme la majorité des membres du CCG, Manama et Abu Dhabi veulent consolider leurs relations avec Washington et voient dans un rapprochement avec Israël un moyen de faire pression sur les autorités américaines étant au fait de l'influence des lobbies israéliens outre-Atlantique. Ce rapprochement répond également à l'obsession anti-iranienne des responsables israéliens¹⁷⁶ dont nous avons déjà parlé. Benjamin Netanyahu en est encore et toujours l'incarnation et il fut d'ailleurs avec Donald Trump, avec

¹⁷³ ZISSER Eyal & KÖPRÜLÜ Süreya Martha, « The Abraham Accords: Israel and the Middle East – what next? », *Turkish policy quarterly*, vol. 21, n°3, 2022, p. 12.

¹⁷⁴ FRAIOLI Paul, « The Abraham Accords: Israel-Gulf Arab Normalisation », *Strategic Comments*, vol. 26, n°8, 2020, p. 123.

¹⁷⁵ *Ibid*, p. 1é6..

¹⁷⁶ BACKMANN René, « L'armée israélienne en danger de 'théocratisation' ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 3, n°122, 2022, p. 171.

lequel il partage une opposition presque dogmatique à la République islamique, à l'initiative de ces accords.

Il est d'ailleurs primordial de souligner l'importance des administrations successives des présidents Donald Trump et Joe Biden dans l'élaboration de ces accords. La volonté américaine de rapprocher Israël et les peuples arabes date de la Guerre du Kippour et ces accords d'Abraham marquent une étape importante dans la normalisation des rapports entre les pays arabes et Israël. Ce rapprochement est rendu possible grâce à un contexte favorable mais aussi grâce aux garanties faites par Washington aux différentes parties. En effet, dans la foulée de ces accords, les États-Unis ont conclu avec les ÉAU un accord de vente de 23 milliards de dollars pour des drones militaires et 50 F-35, ont reconnu le groupe résistant bahreïni de Saraya al-Mokhtar comme étant un groupe terroriste, ont accepté de retirer le Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme après plus de 30 ans et ont reconnu la souveraineté du Maroc sur l'entièreté du Sahara Occidental¹⁷⁷, malgré le fait que ce territoire soit reconnu par l'ONU, l'UE et l'UA comme étant un territoire disputé.

Cette section démontre que, bien que primordial dans la rivalité entre Iran et Israël, le facteur de la maîtrise de la technologie nucléaire n'est pas le seul ressort ¹⁷⁸ déterminant dans les rapports entre les deux États. Les menaces venues du Hezbollah et du Hamas, alliés de l'Iran, sont autant de dangers plus directs pour Israël qui craint d'être encerclé par la sphère d'influence iranienne. Cette tendance sera illustrée dans le cas d'étude de ce travail avec l'exemple de la menace du Hamas dans la bande de Gaza. Dans ce contexte, Israël a également su se trouver des alliés de circonstance, avec l'aide américaine, chez certains pays arabes du Golfe inquiets des velléités hégémoniques de l'Iran sur la région¹⁷⁹. C'est ainsi que Israël s'est sensiblement rapproché de l'Arabie saoudite, bien que ces derniers refusent toujours de normaliser leurs relations¹⁸⁰, mais a surtout signé les accords d'Abraham avec les Émirats arabes unis et Bahreïn (mais aussi le Soudan et le Maroc). Ces accords sont importants pour Tel Aviv dans le but de renforcer sa place en tant qu'acteur majeur au Moyen-Orient mais également de briser son isolement et d'ainsi pouvoir faire face à un potentiel encerclement des

¹⁷⁷ SINGER Joel, « Abraham Accords: Normalization Agreements Signed by Israel with the U.A.E., Bahrain, Sudan and Morocco », *International legal materials*, vol. 60, n°3, p. 450.

¹⁷⁸ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution, op. cit.*, p. 120.

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ ISAACSON Jason, « The Abraham Accords' : 'Side Deals' », *Transatlantic Institute, Newsweek*, 11 février 2021, p. 25.

alliés de l’Iran. Enfin, du côté israélien, ces accords sont aussi perçus comme un « abandon » de la question palestinienne par les pays arabes du Golfe¹⁸¹ et donc à une victoire face aux palestiniens qui voient s’envoler le soutien de ces voisins les plus proches.

5. La question palestinienne dans la politique étrangère iranienne

Dans cette dernière section, nous tenterons d’illustrer les principes de la politique étrangère iranienne envers son rival israélien via sa position sur la question palestinienne. De plus, nous en profiterons pour analyser la place de cette question et des différents acteurs au sein-même de cette politique étrangère.

Devenue ces dernières décennies le champion de la cause palestinienne depuis la RI de 1979, comme ce travail l’a déjà soulevé, la République islamique a une relation toute particulière avec la cause palestinienne à la fois comme ennemie d’Israël et protectrice de la communauté des croyants, l’*Oumma*. Dans cette partie nous reviendrons brièvement sur l’histoire du partenariat entre Téhéran et les autorités palestiniennes, que ce soit en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, et seront passées à la loupe les connexions actuelles entre les différentes parties. Le but de cette analyse de cas est de faire un état des lieux sur la projection du *soft power* iranien chez ses alliés régionaux, dans ce cas le Hamas et le Jihad islamique, et les connexions qui se réalisent entre les différents maillons de « l’axe de résistance », dont le Hezbollah par exemple.

5.1. Bref historique des relations irano-palestiniennes depuis 1979

Les premiers contacts entre la nouvelle République islamique et les autorités palestiniennes se firent très rapidement après la chute du Shah. En effet, seulement quelques jours après le triomphe de la Révolution, Yasser Arafat¹⁸² devient le premier leader étranger à se rendre à Téhéran pour une visite officielle, le 17 février 1979. Les relations entre Khomeyni et l’OLP remontaient déjà au début des années 1970, la Palestine ayant une place particulière dans son

¹⁸¹ RETIG GUR Haviv, « Les Arabes sont lassés de la cause palestinienne », *Courier international*, hors-série, juillet-août 2021, p. 50.

¹⁸² Yasser Arafat (1929-2004) : homme politique palestinien, dirigeant du Fatah puis de l’OLP et Président de l’Autorité palestinienne (1996-2004). Il sera le principal représentant de la cause palestinienne jusqu’à sa mort en 2004, bien que son autorité ait été contestée à partir du début des années 2000. Prix Nobel de la Paix aux côtés de Shimon Peres et de Yitzhak Rabin en 1994.

idéologie, et les Gardiens de la Révolution islamique seront en partie formés¹⁸³ par les forces armées palestiniennes. Cette visite posera les bases des relations futures entre l’Iran et la cause palestinienne, notamment avec l’implantation d’une représentation permanente de l’OLP à Téhéran dans les anciens locaux de l’ambassade officieuse israélienne dans la capitale. Cette visite d’une figure forte du combat palestinien et de la résistance arabe entrainera une vague de sympathie pour la République islamique dans l’ensemble de la région¹⁸⁴, avec certaines manifestations notamment à Bahreïn ou aux Émirats arabes unis. La décennie qui suivra verra les relations entre l’Iran et l’OLP se tendre jusqu’à la rupture en 1988. Après avoir servi de médiateur lors de la crise entre Téhéran et Washington après la prise d’otage de l’ambassade américaine en Iran (1979-1981), l’OLP se montrera particulièrement déçu par le manque d’appui iranien durant la durée de la guerre Iran-Irak (1980-1988) notamment lors de l’invasion israélienne du Liban en 1982 et leurs divergences concernant le plan de paix du Prince Fahd d’Arabie saoudite (1982). À l’époque, le gouvernement Begin-Sharon voulait instaurer la « *pax hebraica* »¹⁸⁵ dans la région et chasser les opposants de l’OLP dans le Sud du Liban et dans le plateau du Golan et le plan Fahd proposait une solution qui convenait à l’OLP mais certainement pas à Téhéran. Par la suite, au lendemain de la première *Intifada* (1987), le Conseil national palestinien reconnaît implicitement à Israël le droit d’exister dans les frontières pré-1967 (Guerre des Six Jours). Cette position sera confirmée par Yasser Arafat en personne lors de son discours face à l’assemblée générale de l’ONU à Genève¹⁸⁶. Cette reconnaissance est le point de rupture pour l’Iran qui ne peut soutenir que l’OLP reconnaisse officiellement Israël et devienne un partenaire de négociation pour une solution à deux États. De plus, l’abandon de la violence après 1985 pour une « résistance désarmée, pacifique insurrection citoyenne pour la dignité »¹⁸⁷, est diamétralement opposée à l’idéologie khomeyniste.

À la même époque, l’Iran commence à nouer des liens avec le Jihad Islamique palestinien (JIP), dont les dirigeants ont été chassés récemment vers la Syrie, a permis à Téhéran¹⁸⁸ de se rapprocher du mouvement. Idéologiquement moins marquée par l’influence des Frères

¹⁸³ MAKINSKY Michel, « Iran-Palestine : D’une alliance l’autre ? », *Outre-terre*, vol. 4, n°13, 2005, p. 209.

¹⁸⁴ ALI ALAVI Seyed, *Iran and Palestine, Past, Present, Future*, Iranian Studies, Routledge, 2020, p. 50.

¹⁸⁵ EL-EZZI Ghassan, « Le plan de paix arabe : genèse, réactions et perspectives », *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n°43, 2002, p. 59.

¹⁸⁶ GENEVEMONDE, « Discours de Yasser Arafat à l’ONU en 1988 », disponible à l’adresse suivante : <https://genevemonde.ch/entries/YoE1Yj70dXg> (consulté le 17 mars 2023).

¹⁸⁷ RAVENEL Bernard, *La résistance palestinienne : des armes à la non-violence*, 2^e édition, Bibliothèques de l’iReMMO, L’Harmattan, 2019, p. 147.

¹⁸⁸ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L’Iran en 100 questions*, *op. cit.*, p. 268.

musulmans égyptiens, à l'inverse du Hamas, le JIP restera, jusqu'aux Printemps arabe, l'allié le plus proche¹⁸⁹ d'Iran en territoire palestinien. Les tensions qui suivirent entre 2011 et 2016 furent principalement dues à des oppositions sur la scène internationale après les différents soulèvements dans le monde arabe, principalement en Syrie et au Yémen (où le JIP a soutenu l'intervention saoudienne au Yémen). Les liens se sont également renforcés dans les années 1980 avec le Hamas, historiquement lié aux Frères musulmans égyptiens. Le Hamas est devenu un partenaire indispensable au fil du temps grâce à sa montée en popularité face à l'OLP ou au Fatah, incapables d'apporter des solutions viables pour la Palestine malgré les nombreuses concessions faites à chaque négociation internationale. Opposés à la doctrine non-violente d'Arafat, le Hamas deviendra le leader de l'opposition après la création de l'Autorité palestinienne¹⁹⁰ en 1993 après les accords d'Oslo. Face à ces échecs et à l'affaiblissement de l'Autorité palestinienne, le Hamas devient un acteur politique majeur, notamment dans la bande de Gaza. La cohabitation avec Téhéran ne fut pas évidente au vu des différences idéologiques majeures entre la doctrine chiite khomeyniste et celle sunnite des Frères musulmans. Mais, les intérêts des deux parties se rejoindront au début des années 1990 et la coopération grandit, les Gardiens de la Révolution et le Hezbollah ayant participé à l'entraînement militaire de combattants palestiniens¹⁹¹. Entre 1993 et 2011, la collaboration triangulaire entre Téhéran, le Hezbollah sera dans l'ensemble un grand succès, l'Iran devenant même le principal partenaire financier et militaire de l'organisation et les liens avec le Hezbollah se renforçant au niveau militaire. Le soulèvement populaire syrien fut, en effet, une « épine dans les relations »¹⁹² entre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran. L'opinion populaire palestinienne a largement soutenu la révolution populaire alors que le Hamas voulait garder ses bonnes relations à la fois avec Téhéran et Damas, mais les relations avec le régime d'al-Assad se détériorèrent à partir de 2012 pour aboutir vers un soutien à la révolte.

5.2. Les principes de la présence iranienne en Palestine

La place de la Palestine dans l'idéologie khomeyniste ne date pas de 1979 ; dès les lendemains de la Révolution blanche, la question du soutien au peuple palestinien prend une place dans le discours des opposants au Shah. Ce soutien est presque une évidence au vu de la nature

¹⁸⁹ DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, op. cit., p. 269.

¹⁹⁰ BROWN J. Nathan, *Between religion and Politics*, Carnegie Endowment for International Peace, 2010, p. 166.

¹⁹¹ LEROY Didier, *Le Hezbollah libanais, de la Révolution iranienne à la guerre syrienne*, op.cit, p.64.

¹⁹² DAHER Joseph, *Le Hezbollah : Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme*, op. cit., p. 224.

profondément anti-impérialiste et antisioniste du mouvement mené par l'ayatollah Khomeyni. Symboliquement, il y a aussi une forme de devoir religieux à libérer Jérusalem de la main d'Israël avec la « formation d'une nouvelle internationale anti-impérialiste »¹⁹³ qui oppose les puissances pauvres contre les puissances riches. La résistance armée de la Palestine face au sionisme devient ainsi l'illustration du devoir d'action des opprimés face aux oppresseurs occidentaux dont la logique a déjà été décortiquée en amont de ce travail. Ainsi, Israël devient « le plus intolérable symbole de la tyrannie occidentale à l'encontre des musulmans » ou encore une « tumeur cancéreuse pour le Moyen-Orient »¹⁹⁴ dans la rhétorique iranienne. En se plaçant comme protecteur de l'Oumma, la République islamique vise à propager son idéologie révolutionnaire au sein de la communauté musulmane entière sous forme de message d'unité de la Communauté des croyants face à l'influence américano-israélienne.

La place de la cause palestinienne est aujourd'hui très importante de par l'évolution de la rivalité avec Israël depuis le milieu des années 1990. Les positions de la République islamique sont globalement assez dépendantes des mouvements palestiniens alliés, dont les relations sont assez mouvantes dans un contexte régional très instable. Néanmoins, la Palestine reste un enjeu majeur pour Téhéran qui se pose internationalement comme étant le principal soutien, le « champion » de la cause palestinienne. Face au délaissement global du monde arabe et en particulier des États du Golfe pour la cause palestinienne et les récents avancements vers une normalisation des relations de certains États avec Tel Aviv, il est important pour le régime iranien de construire son image et d'utiliser la cause comme vitrine de *soft power*. La possibilité d'être influent en territoire palestinien, à la fois en Cisjordanie et dans la bande de Gaza en plus du soutien et de la présence du Hezbollah libanais (et du régime syrien dans une certaine mesure) à la frontière Nord d'Israël permet une forme d'encerclement que craint l'État hébreu. C'est justement ce sentiment d'encerclement, provoquant un *dilemme de sécurité* du côté de Tel Aviv, qui a poussé Israël à renforcer sa « dissuasion cumulative »¹⁹⁵ et à engager les négociations ayant menées aux accords d'Abraham avec les États-Unis, les ÉAU et Bahreïn.

Malgré la variation des rapports avec les acteurs palestiniens et l'escalade des tensions avec Israël au fil des décennies, la Palestine est restée une problématique majeure au sein de la

¹⁹³ MAKINSKY Michel, « Iran-Palestine : D'une alliance l'autre ? », *op. cit.*, p. 209.

¹⁹⁴ HOLLIDAY J. Shabnam, « Populism, the International and Methodological Nationalism: Global Order and the Iran-Israel Nexus », *op. cit.*, p. 8.

¹⁹⁵ MARTEU Élisabeth, « L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle », dans THERME Clément (Éd.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, *op. cit.*, p. 119.

politique étrangère iranienne. Pour l'Iran, le peuple palestinien est la victime collatérale de l'hégémonie américaine dont Israël n'est que l'extension. L'une des preuves de l'importance de la place de la question palestinienne dans la politique étrangère iranienne est le fait que l'Iran soit passé au-dessus des dissensions avec ses alliés locaux que sont le JIP et le Hamas concernant la question syrienne. En effet, les deux groupes ont successivement montré leur soutien aux mouvements d'opposition du pouvoir alaouite de Bashar al-Assad, allié iranien. Comme évoqué précédemment, le Hamas était alors dans une situation des plus indécise, tiraillé entre le fait de préserver ses relations à la fois avec Téhéran et Damas qui sont ses deux plus gros soutiens étatiques d'une part, et rester sur sa ligne de « défense de support des peuples opprimés, peu importe d'où ils viennent »¹⁹⁶, principe inscrit sur sa charte de 1988, alors que la population palestinienne avait déjà pris fait et cause pour l'opposition syrienne.

Il est important de comprendre que cette rupture entre Damas et les groupes palestiniens était très préjudiciable pour l'Iran qui voyait se fissurer l'unité de son « axe de résistance » face à Israël. La Syrie est pour Téhéran un acteur important car le régime en place est proche des positions des décideurs iraniens et le pays est un véritable lieu stratégique possédant une frontière à la fois avec le Liban et Israël, lui permettant d'être un véritable « pont entre l'Iran, les mouvements de résistance palestiniens et le Hezbollah »¹⁹⁷. De ce point de vue, une éventuelle chute du régime des Assad pourrait provoquer un affaiblissement de l'ensemble de « l'axe de résistance » et donc faire pencher la balance de la sécurité vers Tel Aviv. Ce renforcement de la sécurité israélienne pourrait, pour certains décideurs iraniens, pousser les plus radicaux au pouvoir en Israël à lancer des opérations de grande ampleur à l'encontre du Hezbollah¹⁹⁸ et ainsi affaiblir durablement l'influence iranienne dans la région.

Ainsi, malgré les tensions internes avec les mouvements palestiniens, Téhéran a toujours évité de laver son linge sale en public et de critiquer ouvertement le comportement du Hamas. De son côté, le JIP avait décidé de maintenir des relations diplomatiques avec Damas et est resté fidèle à la République islamique dans cette période de crise. Par la suite, l'Iran confirmera son soutien durant les Guerres de Gaza (2012 et 2014) mais aussi et surtout lors du renversement du Président Mohamed Morsi et des Frères musulmans en Égypte en 2013 et de la prise de

¹⁹⁶ ADWAN Issam M.A., « Hamas charter: changes and principles », *Politikologija religije*, vol. 13, n°1, 2019, p. 18.

¹⁹⁷ ALI ALAVI Seyed, *Iran and Palestine, Past, Present, Future*, op.cit., p. 130.

¹⁹⁸ *Ibid*, p. 132.

pouvoir Abdel Fattah el-Sissi. Le Hamas va ainsi se retrouver très isolé sur la scène internationale et va reconsidérer sa relation avec l'Iran qui va globalement se normaliser. Cette gestion de l'Iran est une indication sur la nécessité pour Téhéran d'être présent comme soutien indéfectible de la cause palestinienne au sein du conflit israélo-palestinien.

Un autre objectif de Téhéran est aussi la solidification de son « axe de résistance » face à Israël. Cette solidification passe également par une certaine cohésion entre les différents acteurs afin de pouvoir avoir une meilleure collaboration face à l'ennemi commun : Israël. C'est dans cette dynamique que l'Iran et le Hezbollah ont conjointement travaillé¹⁹⁹ à la normalisation des rapports entre Damas et le Hamas dont les relations ont été restaurées en octobre 2022. Cette normalisation permet d'entrevoir une partie de son « axe de résistance » ressoudée avec des bonnes relations entre la Syrie, le Hezbollah, le Hamas et le Jihad Islamique, dont l'entente s'est renforcée avec Téhéran ces dernières années.

5.3. Rôle du Hezbollah

Bien que les relations avec Téhéran soient plus complexes qu'on ne le présente souvent, le Hezbollah reste le principal outil de propagation du soft power iranien au Proche-Orient. À la fois force armée et politique, le groupe libanais est ainsi resté fidèle à l'idéologie révolutionnaire et a joué un rôle à la fois de formateur, de soutien effectif, de coordinateur et de médiateur dans les relations entre les mouvements de résistance palestiniens et Téhéran. D'abord avec l'OLP et le Fatah, puis par la suite avec le Hamas et le Jihad islamique à partir du début des années 1990, le Hezbollah s'est toujours montré disponible pour la résistance palestinienne. Néanmoins, il ne faut pas uniquement voir ce soutien comme étant simplement le relais de la volonté iranienne, la Palestine revêt une importance particulière pour le Hezbollah²⁰⁰, spécifiquement au vu de l'historique des conflits avec Israël et du destin croisé des palestiniens et des libanais opposés à l'existence de l'État hébreu.

Ainsi, le Hezbollah s'est globalement rapproché du Hamas dans sa résistance mais a dû principalement se contenter d'un rôle de médiateur après le Printemps arabe et l'instabilité de

¹⁹⁹ AGENCE FRANCE PRESSE, « Hamas resumes ties with Syria in Damascus visit », Voanews, 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://www.voanews.com/a/hamas-resumes-ties-with-syria-in-damascus-visit>, (consulté le 18 mars 2023).

²⁰⁰ ALI ALAVI Seyed, *Iran and Palestine, Past, Present, Future, op.cit.*, p. 110.

la position du mouvement gazaoui. Néanmoins, le Hezbollah a su profiter de l'isolement presque total du Hamas en 2017 pour revenir en force²⁰¹. En effet, ces derniers souffraient en même temps de blocus venus d'Israël et d'Égypte (après l'arrivée au pouvoir de Sissi), des sanctions économiques de l'AP et de la pressions des groupes du CCG à cause de ses relations avec le Qatar. En résolvant cette crise, le Hezbollah a su ainsi renforcer sa position et, par effet domino, celle de l'Iran auprès du Hamas en profitant de leur isolement et de leur travail de longue haleine sur la question palestinienne. Le dirigeant du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar, reconnaîtra d'ailleurs le rôle majeur joué par l'Iran dans le développement général du mouvement et de l'importance du Hezbollah dans l'action du groupe de par ses financements, ses expertises et ses capacités militaires²⁰².

Ainsi, le Hezbollah, tout en utilisant les ressources iraniennes et en agissant parfois en son nom, parvient à défendre ses propres positions tout en restant fidèle à Téhéran. En agissant de la sorte, le mouvement parvient ainsi à conserver la pleine confiance de Téhéran tout en défendant ses principes et profitant ainsi des moyens financiers, techniques et militaires venus d'Iran. Cela s'est particulièrement ressenti récemment dans le rôle joué par le Hezbollah dans la normalisation des relations Hamas-Damas, notamment quand Hassan Nasrallah déclare que « la Syrie est le véritable soutien de la population palestinienne »²⁰³. En reconstituant un « axe de résistance » au Proche-Orient, le Hezbollah s'assure ainsi des collaborations directes et renforcées avec la Syrie et le Hamas en se protégeant d'une riposte israélienne tout en faisant les affaires de Téhéran.

5.4. Que peut-on en conclure ?

L'intérêt de l'étude la place de la cause palestinienne dans la politique étrangère iranienne réside dans le fait qu'elle connecte à la fois les principes idéologique, géostratégique et sécuritaire de la politique étrangère de la République islamique.

Il faut ainsi impérativement revenir sur la volonté iranienne d'étendre son idéologie révolutionnaire hors de ses frontières dans une logique hégémonique régionale. La cause

²⁰¹ DAHER Joseph, *Le Hezbollah : Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme*, op. cit., p. 229.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ ARWA Ibrahim, « Iranian support vital for Hamas after ties restored with Syria », Al Jazeera, 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://www.aljazeera.com/news/2022/9/25/hamas-restoration-of-ties-with-syria-maintains-interests> (consulté le 12 avril 2023).

palestinienne est, comme cela a été mentionné, un symbole de l'oppression des musulmans par l'Occident qui résonne dans tout le monde arabe et au-delà. On retrouve ici les principes fondamentaux de l'idéologie révolutionnaire : l'anti-impérialisme et l'antisionisme, la logique oppresseurs/oppresés et le principe de défense de la communauté des croyant (*Oumma*) dans son ensemble. Tous ces concepts ont été abordés au fur-et-à mesure de ce travail et se retrouvent ici regroupés dans un cas précis permettant de comprendre comment l'Iran est capable de projeter son *soft power*. Seyed Ali Avi résume en ces termes : « En amplifiant sa rhétorique propalestinienne, la République islamique tente d'étendre sa portée dans le monde arabe afin de maintenir sa position de 'leader' de l'*Oumma* »²⁰⁴.

Au-delà de ces considérations idéologiques, la coopération avec le Hamas et le Jihad islamique palestinien permet de construire un « axe de résistance » qui encercle Israël grâce également au Hezbollah et à la Syrie. Cet encerclement provoque un *dilemme de sécurité* pour Israël qui s'est vu obligé de répondre à la fois par l'augmentation de sa dissuasion mais aussi par l'établissement de nouveaux rapports avec les États arabes du Golfe, notamment grâce aux accords d'Abraham. Les relations entre ses différents alliés permettent à l'Iran une certaine transversalité et un partage à la fois de l'expertise et des capacités militaires sans devoir nécessairement revenir vers Téhéran. Pour cela, le Hezbollah est un outil indispensable, comme nous l'avons vu, capable de jouer de multiples rôles et de défendre les enjeux iraniens dans la région tout en maximisant ses intérêts propres.

À l'heure actuelle, bien que la situation en Iran soit toujours incertaine, le Hamas reste une force majeure de la résistance palestinienne et est récemment sortie renforcée de la Guerre de Gaza en 2021. Désormais, le Hamas a comme volonté d'être le « parti de l'unité inter-palestinienne »²⁰⁵ et de prendre le leadership face à une AP et un Fatah en perte totale de vitesse. De son côté, la République islamique a prouvé, même confrontée à des dissensions voire de la défiance des acteurs palestiniens, qu'elle n'était pas prête à abandonner la Palestine dans sa lutte face à Israël. Pour toutes les raisons que nous avons évoquées, la Palestine a une place de choix au sein de la politique étrangère iranienne et concentre à elle seule un grand nombre d'enjeux auxquels l'Iran se confronte au Proche et au Moyen-Orient.

²⁰⁴ ALI ALAVI Seyed, *Iran and Palestine, Past, Present, Future, op.cit.*, p. 162.

²⁰⁵ DOT-POUILLARD Nicolas, « Traduire politiquement le soulèvement de 2021 : les défis du mouvement national palestinien », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n° 117, 2021, p. 52.

6. Conclusion

À l'heure de conclure de travail, l'analyse du soutien à la cause palestinienne dans la section précédente permet de tirer certaines conclusions concernant la politique étrangère menée par la République islamique d'Iran envers Israël et la place qu'y occupe la question palestinienne.

Comme cela a été répété à de nombreuses reprises durant ce travail, la rivalité entre Téhéran et Tel Aviv n'a rien de naturelle. La rivalité obsessionnelle dans laquelle sont enfermés les deux États est plus du l'ordre du symbole que de la réalité stratégique. Néanmoins, le jeu d'escalade dans lequel ceux-ci se sont embarqués provoque de réels défis sécuritaires pour l'un comme pour l'autre rendant la situation toujours un peu plus explosive. Depuis les premières heures de la Révolution de 1979, Israël est perçu comme le pion américain au cœur du Moyen-Orient et fut au centre du discours anti-impérialiste et antisioniste de l'Ayatollah Khomeyni et de ses successeurs. La montée des nationalismes au sein des deux États et l'influence américaine a provoqué, au milieu des années 1990, une escalade des tensions alors que leur inimitié était jusque-là cantonnée à la propagande étatique iranienne. La reprise du programme nucléaire iranien et l'instabilité de la région après la Guerre d'Irak ont amené dans cette rivalité des craintes sécuritaires pour Israël face aux intentions hégémoniques de l'Iran au niveau régional. La création de « l'axe de résistance » comprenant notamment la Syrie, le Hezbollah, le JIP et le Hamas, encerclant en partie l'État hébreu, le plonge dans un *dilemme de sécurité* duquel il répond par l'augmentation et la menace de son propre arsenal de dissuasion, plongeant la région dans un *complexe sécuritaire*.

L'analyse de la place de la question palestinienne nous permet de voir sur quels ressorts tient la politique étrangère iranienne. Trop souvent limitée à une dimension religieuse, la politique régionale de Téhéran est en réalité bien plus complexe et peut provoquer certains paradoxes dans son action concrète. En effet, l'Iran a essayé depuis 1979 à exporter son idéologie révolutionnaire hors de ses frontières mais sans grand succès. Néanmoins la République islamique a réussi à se positionner comme principale opposition à l'impérialisme dans la région et comme protecteur de l'*Oumma* dans son ensemble, sunnites et chiites confondus. Dans cette optique, la cause palestinienne est ainsi fondamentale car est le symbole depuis près de 75 ans de l'oppression des musulmans face à l'impérialisme occidental. Le soutien massif et inconditionnel des mouvements de résistance palestinienne est donc un symbole marquant du positionnement en tant que « champion de la cause » et ainsi de « champion de la défense des

musulmans face aux occidentaux et aux sionistes » dans une logique « oppresseurs/oppresés » propre au nationalisme iranien, bien que cette notion soit elle-même paradoxale comme nous l'avons expliqué dans la section historique. Mais, malgré tout, la politique étrangère s'inscrit aussi dans un contexte de rivalité avec d'autres acteurs de la région comme l'Arabie saoudite et l'instabilité chronique de la région provoquant d'autres challenges pour Téhéran, pouvant parfois rentrer en collusion avec sa politique propalestinienne. Les oppositions avec le Hamas ou le Hezbollah sur certaines questions plongent l'Iran dans des dilemmes qu'il lui est difficile de trancher de par la nature extrêmement rigide de son régime. Cette rigidité empêche l'Iran de modifier sa politique globale à l'instar de ses rivaux arabes du Golfe qui, au fil de leur histoire récente et de leur souplesse, sont pleinement rentrés dans l'économie mondiale et ont tourné leur politique internationale vers l'Occident, se désintéressant progressivement de la cause palestinienne au profit de leur développement économique et militaire comme les accords d'Abraham en sont l'illustration.

En résumé, l'hostilité de la République islamique envers Israël est principalement motivée par l'aspect idéologique et le soutien de la cause palestinienne est un moyen d'accroître sa légitimité au niveau régional face au camp occidental, Israël et les États arabes du Golfe. La création de « l'axe de résistance » permet quant à lui de mener la politique étrangère de l'Iran et d'exporter son *soft power* via ses *proxies* que sont l'Irak, la Syrie, le Hezbollah, le Hamas, le JIP et les houthis yéménites. Cette stratégie permet à la fois d'isoler Israël et d'être une menace sécuritaire pour l'Arabie saoudite et les États-Unis dans la région.

Pour conclure, il semble important de revenir sur l'actualité récente qui aura probablement un impact sur le futur des relations entre les deux États. Comme nous l'avons vu, l'histoire nous montre que des déstabilisations internes et des mouvements de contestation sociale ont déjà provoqué un durcissement des positions des uns et des autres au niveau international. Le régime iranien fait pour l'instant face à des mouvements de contestation prolongés qui ont mis à mal la légitimité du régime qui a durci la répression interne. Bien que le futur soit difficile à apercevoir et qu'il soit inutile de jouer au jeu des prédictions, on peut légitimement penser qu'un retour au pouvoir des réformistes de la fin des années 1980 pourrait faire changer la ligne iranienne concernant Israël et laisserait envisager une désescalade des tensions. Malgré tout cela, la tendance actuelle, avec du côté iranien la réduction à sa plus simple expression de tout pragmatisme politique ces dernières années pour une ligne de conduite basée sur l'idéologie révolutionnaire, et du côté israélien l'arrivée au pouvoir du gouvernement le plus

conservateur de l'histoire du pays en novembre 2022 dont la rhétorique nationaliste se positionne fermement contre la Palestine et l'Iran, ne laisse pas entrevoir d'amélioration immédiate des relations bilatérales.

7. Bibliographie TFE

Ouvrages

ALI ALAVI Seyed, *Iran and Palestine, Past, Present, Future*, Iranian Studies, Routledge, 2020, 184 p.

AL-RASHEED Madawi, *A History of Saudi Arabia*, 2^e édition, Cambridge University Press, 2010, 342 p.

AMIR-ASLANI Ardavan, *Iran et Israël, Juifs et Perses*, Nouveau monde, 2013, 236 p.

ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962, 832 p.

AYATI Ata & KHOSROKHAVAR Farhad, *L'Iran à l'épreuve du réel : Réveil et crises multiformes*, L'Harmattan, 2018, 53 p.

BATTISTELLA Dario, *Retour à l'état de guerre*, Armand Colin, 2006, 304 p.

BLANC Pierre & CHAGNOLLAUD Jean-Paul, *L'invention tragique du Moyen-Orient*, Angles & Reliefs, Éditions Autrement, 2017, 155 p.

BORDES Marjorie & HANNE Olivier, *Géopolitique du golfe Persique*, Menaces réelles et menaces perçues, Editions du Grenadier, 2017, 189 p.

BROWN J. Nathan, *Between religion and Politics*, Carnegie Endowment for International Peace, 2010, 213 p.

COLVILLE Thierry, *L'Iran, une puissance en mouvement*, Découvrir et Comprendre, Éditions Eyrolles, 2022, 188 p.

DAHER Joseph, *Le Hezbollah : Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme*, Éditions Syllepse, 2019, 285 p.

DAZI-HÉNI Fatiha, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, 2^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2020, 382 p.

DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *Vers un nouvel empire perse au Moyen-Orient ? Entre mythe et réalité*, Notes de l'Ifri, 2015.

DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, *L'Iran en 100 questions*, 3^e édition, Texto, Éditions Tallandier, 2022, 459 p.

DURRIEU Marie, *Du conflit israélo-palestinien au nucléaire iranien : l'humiliation, la variable oubliée des négociations*, Bibliothèques de l'iReMMO, L'Harmattan, 2021, 116 p.

ÉTHIER Diane, *Introduction aux relations internationales*, Presses de l'Université de Montréal, 3^e édition, 2006, 274 p.

HERTZ John H. *Political Realism and Political Idealism*, Chicago University Press, 1951, 276.

HITCHCOCK Mark, *ISIS, Iran, Israel and The End of Days*, 2^e édition, Harvet House, 2016, 237 p.

HOBBS Thomas, *Léviathan*, Folio essais, Gallimard, 2000, 1024 p.

HOUCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran, Les défis d'une renaissance*, Armand Colin, 2016, 335 p.

HUNTINGTON Samuel, *The clash of civilizations and the remaking of world order*, Simon and Schuster, 1996, 368 p.

KAYE D. Dalia, NADER Alireza & ROSHAN Parisa, *Israel and Iran : A Dangerous Rivalry*, National Defense Research Institute, 2011, 100 p.

KEYNOUSH Banafsheh, *Saudi Arabia and Iran, Friends Or Foes?*, Palgrave Macmillan, 2016, 277 p.

KORBAN Aline, *L'évolution idéologique du Hezbollah : Analyse des discours d'Hassan Nasrallah*, Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, 2013, 126 p.

LEONI Tristan, *La Révolution iranienne, Notes sur l'islam, les femmes et le prolétariat*, Rupture, Entremonde, 2019, 264 p.

LEROY Didier, *Le Hezbollah libanais, de la Révolution iranienne à la guerre syrienne*, Bibliothèques de l'iReMMO, L'Harmattan, 2015, 114 p.

NAHAVANDI Firouzeh, *Iran*, 3^e édition, Monde arabe/Monde musulman, de Boeck, 2020, 136 p.

NYE Joseph S., *The Paradox of American Power : Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, 1^{ère} édition, Oxford University Press, 2003, 240 p.

PARHAM Ramin, *Iran-Israël : Jeux de Guerre*, Regards d'Orient, Dhow Editions, 2014, 250 p.

PEREZ Sarah, *Iran – Israël : une guerre technologique, Les coulisses d'un conflit invisible*, Éditions François Bourin, 2015, 138 p.

RAVENEL Bernard, *La résistance palestinienne : des armes à la non-violence*, 2^e édition, Bibliothèques de l'iReMMO, L'Harmattan, 2019, 167p.

TELÒ Mario, *Relations internationales : Une perspective européenne*, 3^e édition, Études Européennes, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, 235 p.

TÉNÈZE Nicolas, *Israël et sa dissuasion : Histoire et politique d'un paradoxe*, Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, 2015, 442 p.

WENDT Alexander, *Social theory of international politics*, Cambridge University Press, 1^{ère} édition, 1999, 450 p.

Ouvrages collectifs

DA LAGE Olivier (dir.), *Nationalismes religieux, Moyen-Orient*, Bibliothèques de l'iReMMO, L'Harmattan, 2020, 106 p.

THERME Clément (dir.), *L'Iran et ses rivaux, Entre nation et révolution*, Passés-Composés, 2020, 208 p.

Articles scientifiques

ADWAN Issam M.A., « Hamas charter: changes and principles », *Politikologija religije*, vol. 13, n°1, 2019, pp. 15-36.

AL-RASHEED Madawi, « The Shi'a of Saudi-Arabia: a minority in Search of Cultural Authenticity », *British Journal of Middle Eastern Studies*, n°25, 1998, pp. 121-138.

AMUZEGAR Jahangir, « The Islamic Republic of Iran : Facts and Fiction », *Middle East Policy*, vol. XIX, n°1, 2012, pp. 25-37.

BACHAND Rémy & LAPERRIERE Marie-Neige, «L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », *Revue Québécoise de droit international*, hors-série, 2014, pp. 1-13.

BACKMANN René, « L'armée israélienne en danger de 'théocratisation' ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 3, n°122, 2022, pp. 167-182.

BAYRAMZADEH Kamal, « Crises et conflits au Moyen-Orient : Quels sont les impacts sur les relations entre la Turquie et l'Iran ? », *Revue Etudes internationales*, vol. 48, n°2-3, 2016, pp. 87-106.

BAYRAMZADEH Kamal « Le changement du système politique en Irak et ses effets sur les rapports irako-iraniens », *Eurorient*, n°32, 2011, pp., 199-213.

BUZAN Barry, « New Patterns of Global Security in the Twenty-First Century », *international Affairs*, vol. 67, n°3, 1991, pp. 431-451.

CHAKER Rachid, « Les premiers pas du président Biden au Moyen-Orient », *Politique Étrangère*, vol. 3, n°1, 2021, pp. 149-159.

COHEN Samy, « Israël et l'Iran : la bombe ou le bombardement ? », *Politique Étrangère*, vol. 1, n°1, 2010, pp. 111-123.

COX Robert, W., « Fuerzas sociales, estados y ordenes mundiales : Mas alla de la Teoria de Relaciones Internacionales », *Relaciones Internacionales*, n°24, 2013, pp. 129-162.

DA LAGE Olivier, « L'apparence du religieux », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n°97, 2016, pp. 43-52.

DOT-POUILLARD Nicolas, « Traduire politiquement le soulèvement de 2021 : les défis du mouvement national palestinien », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n° 117, 2021, pp. 49-60.

EL-EZZI Ghassan, « Le plan de paix arabe : genèse, réactions et perspectives », *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n°43, 2002, pp. 59-72.

FATHOLLAH-NEJAD Ali, « L'Iran et le Conseil de coopération du Golfe : des relations entre un aveugle et un sourd », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n°113, 2020, pp. 167-176.

FRAIOLI Paul, « The Abraham Accords: Israel-Gulf Arab Normalisation », *Strategic Comments*, vol. 26, n°8, 2020, pp. 123-124.

HILL Thomas W., « Hamas and the springs of others », *Confluences Méditerranée*, vol. 3, n°98, 2016, pp. 89-101.

HOKAYEM Emile, « Iran, the Gulf States and the Syrian Civil War », *Survival: Global Politics and Strategy*, vol. 56, n°6, 2014, pp. 59-86.

HOLLIDAY J. Shabnam, « Populism, the International and Methodological Nationalism: Global Order and the Iran-Israel Nexus », *Political Studies Association*, vol. 68, n° 1, 2020, pp. 3-19.

KAMENAVA Marina & PAYMAKOVA Elena, « Culture factor in the policy of the Islamic Republic of Iran », *Politikologija religije*, vol. 14, n°1, 2020, pp. 55-71.

KELLNER Thierry & DJALILI Mohammad-Reza, « Au centre pétrolier du monde : le golfe Persique », *Outre-Terre*, vol.1, n°14, 2006, pp. 341-375.

KELLNER Thierry, « La Chine et l'Iran : une « alliance en formation ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n° 113, 2020, pp. 151-165.

KHATCHADOURIAN Anaïs-Trissa, « Le Liban et l'Iran à l'ombre du conflit entre l'Iran et l'Arabie Saoudite », *Confluences Méditerranée*, vol. 97, n°2, 2016, pp. 79-90.

LENORMAND Quentin, « Les relations entre Israël et l'Iran : un partenariat officieux dans un contexte d'hostilité affichée », *Revue Défense Nationale*, hors-série, 2022, pp. 51-59.

MAKINSKY Michel, « Iran-Palestine : D'une alliance l'autre ? », *Outre-terre*, vol. 4, n°13, 2005, pp. 207-215.

MENASHRI David, « Iran, Israel and the Middle East Conflict », *Israel Affairs*, vol. 12, n°1, 2006, pp. 107-122.

MENASHRI David, « Les programmes nucléaire iranien et israélien : obsession sans grand intérêt ou véritable préoccupation ? », *Revue interantionale stratégique*, vol. 2, n°70, 2008, pp. 187-194.

MEUNIER Karine, « The LAF – Hezbollah duopoly: A stake for the Lebanese safety and the regional security », *Confluences Méditerranée*, vol. 97, n°2, 2016, pp. 175-189.

MODEBAZDE Valeri, « The battle for regional dominance between the kingdom of Saudi Arabia and the Islamic Republic of Iran », *Journal of Liberty and International Affairs*, vol. 4, n°3, 2018, pp. 66-72.

NYE S. Joseph, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, Sage Publications Inc., 2008, pp. 94-109.

NYE S. Joseph, « Soft Power », *Foreign Policy*, n°80, Slate Group LLC, 1990, pp. 153-171.

SINGER Joel, « Abraham Accords: Normalization Agreements Signed by Israel with the U.A.E., Bahrain, Sudan and Morocco », *International legal materials*, vol. 60, n°3, pp. 448-463.

PIET Grégory, « Quels sont les enjeux et les conséquences de la dissuasion nucléaire israélienne : prolifération, non-prolifération, sécurité ou insécurité ? », *Cahiers de Science politique*, n°16, 2009, pp. 1-29.

PORTER Gareth, « Israel's Construction of Iran as an Existential Threat », *Journal of Palestine Studies*, vol. 45, n°1, 2015, pp. 43-62.

RABI Uzi & MUELLER Chelsi, « The Geopolitics of Sectarianism in the Persian Gulf », *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, vol. 12, n°1, 2018, pp. 46-65.

RABKIN M. Yakov, « La campagne contre l’Iran : le lobby sioniste et l’opinion juive », *Revue internationale et stratégique*, vol. 2., n°70, 2008, pp. 195-208.

THERME Clément & FARKHONDEH Sepideh, « Iran : Une Nouvelle Révolution ? », *Études*, vol. 1, n° 1, 2023, pp. 19-30.

THERME Clément, « La nouvelle guerre froide entre l’Iran et l’Arabie Saoudite au Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n°88, 2014, pp. 113-125.

THERME Clément, « L’Iran depuis la fin de la guerre froide : l’impossible quête d’une démocratie islamique », *Confluences Méditerranée*, n°100, 2017, pp. 147-157.

TODOROVA Bogdana, « Khomeini’s political-religious approach of the ‘Iranian nation’ », *Politikologija religije*, vol. 14, n°1, 2020, pp. 39-54.

VIDAL Dominique, « Israël : le prix d’une victoire ? », *Confluences Méditerranée*, vol. 3, n°94, 2015, pp. 95-106.

ZISSER Eyal & KÖPRÜLÜ Süreya Martha, « The Abraham Accords: Israel and the Middle East – what next? », *Turkish policy quarterly*, vol. 21, n°3, 2022, pp. 11-19.

Articles de presse

ISAACSON Jason, « The Abraham Accords’: ‘Side Deals’ », *Transatlantic Institute, Newsweek*, 11 février 2021, pp. 24-26.

RETIG GUR Haviv, « Les Arabes sont lassés de la cause palestinienne », *Courier international*, hors-série, juillet-août 2021, pp. 50-51.

Sites Internet

AGENCE FRANCE PRESSE, « Hamas resumes ties with Syria in Damascus visit », Voanews, 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://www.voanews.com/a/hamas-resumes-ties-with-syria-in-damascus-visit>, (consulté le 18 mars 2023).

AL-RASHEED Madawi, « The Saudi trinity: oil, God and security », Bitter Lemons, 2011, disponible à l'adresse suivante : <http://www.bitterlemons-international.org> (consulté le 10 décembre 2019).

ARWA Ibrahim, « Iranian support vital for Hamas after ties restored with Syria », Al Jazeera, 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://www.aljazeera.com/news/2022/9/25/hamas-restoration-of-ties-with-syria-maintains-interests> (consulté le 12 avril 2023).

CIFTCI Sabri, TEZCUR Gunes Murat, « Soft Power, Religion and Anti-Americanism in the Middle East », Foreign Policy Analysis, disponible à l'adresse suivante: <https://papers.ssrn.com/> (consulté le 8 août 2020).

GENEVEMONDE, « Discours de Yasser Arafat à l'ONU en 1988 », disponible à l'adresse suivante : <https://genevemonde.ch/entries/YoE1Yj70dXg> (consulté le 17 mars 2023).

GRUMET Tali R., « New Middle East Cold War: Saudi Arabia and Iran's Rivalry », University of Denver, disponible à l'adresse suivante : <https://digitalcommons.du.edu/etd/1028/> (consulté le 15 mai 2020).

AL TORAIFI Adel, Understanding the role of state identity in foreign policy decision-making: the rise of Saudi-Iranian rapprochement (1997-2009), Thesis, 2012, disponible à l'adresse suivante : <https://www.researchgate.net/publication/297063202> (consulté le 8 août 2020).

KAREGA Sekou S., « Political transition in Iran : the ideological struggle for power within the Islamic Republic », Calhoun, disponible à l'adresse suivante : <http://hdl.handle.net/10945/5900> (consulté le 10 mai 2020).

Textes de lois

Résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations unies concernant l'Élimination de toutes les formes de discrimination raciale et reconnaissant le sionisme comme étant une forme de racisme et de discrimination raciale, adoptée lors de la séance n° 2400 le 10 novembre.